Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro: 50 centimes

SOMMAIRE

La Tradition de Jaurès (L.-O. Frossard). — Le 5^e Anniversaire de la Révolution bolcheviste (L. Trotsky). — Une Déclaration (un groupe de camarades). — Comité Directeur (communications). — La Propagande agraire (E. Auclair).

Après le Congrès national. — Les Leçons du Congrès de Paris (Gaymann). — Tribune Libre. — Statuts de l'Internationale Communiste. — Thèses sur la question d'Orient (Safarov). — Bibliothèque communiste.

La Tradition de Jaurès

ANS le dramatique incident que le reniement de la trahison de Jaurès a soulevé au beau milieu de la dernière nuit du Congrès, de pauvres gens n'ont voulu voir que comédie et manœuvre, Plaignons-les. Ils ont besoin de génies à leur taille. Celui de Jaurès leur donne le vertige. Et leur vanité ne se satisfait point de s'épanouir à son ombre. Du moins le Congrès leur a-t-il donné une leçon; en dépit de la belle assurance qu'ils affectent ils ne perdront pas le profit. Il faut, en effet, qu'ils en prennent leur parti : l'organisation prolétarienne qui oserait en France, je ne dis pas répudier mais discuter la haute et pure et glorieuse mémoire de Jaurès, se mettrait au ban de la classe ouvrière. Surtout, pas d'ergotages. Le fait est là, patent, incontestable : pour obtenir l'exclusion d'un membre du Parti. on lui a imputé à crime de s'être réclamé de la tradition démocratique de Jaurès. Certes les habiles ne manqueront pas de souligner qu'en dernière analyse, ce n'est pas Jaurès qui est en cause, mais sa conception aujourd'hui périmée du socialisme. Entre le socialisme de Jaurès et le communisme de Lénine, il y a. selon eux, désaccord irréductible. Le moins qu'on puisse dire - et nous en convenons volontiers — c'est que les deux conceptions correspondent à deux époques différentes. De Jaurès à Lénine, la guerre a passé. La guerre : un siècle, un monde. Mais de l'un à l'autre, la chaîne est continue. Ils représentent la même

doctrine, symbolisent le même idéal expriment avec la même hardiesse et la même probité, le même mouvement ascensionnel de l'humanité. Sans incohérence et sans hypocrisie, nous nous réclamons de l'un et de l'autre; nous leur devons également ce que nous sommes, et lorsque nous les confondons dans notre respect, dans notre gratitude, dans notre admiration, nous ne faisons que devancer le jugement de l'histoire.

S'agit-il de reprendre à notre compte la pratique socialiste de Jaurès ? Allons donc ! Il n'est pas dans son existence un seul jour où son expérience ne se soit enrichie. Il avait une admirable puissance de renouvellement. de rajeunissement. Il ne se figeait pas dans des formules. Il ne s'obstinait pas contre les faits. L'action lui était d'un quotidien enseiment. Ce que nous aimions en lui, c'est précisément cette évolution incessante de sa pensée pour assouplir et adapter le socialisme au rythme de la vie. Nous nous serrions autour de lui avec une certitude tranquille, émerveillés qu'à toute minute il nous parut à la fois toujours nouveau et toujours le même, et qu'il nous ouvrit des horizons sans cesse plus vastes tout en continuant d'étreindre solidement les réalités. Ainsi, parler de la pratique socialiste de Jaurès, c'est en méconnaître le génie. Le Jaurès de 1914 avait recréé le Jaurès de 1900. Celui de 1922, n'eût pas reproduit, trait pour trait, celui de 1914. Il avait coutume de dire que dans le lit d'un fleuve, la même eau ne roule pas deux feis. Le Socialisme ne répète jamais exactement les mêmes gestes ; dans ses moyens d'expression et de lutte, dans sa stratégie et dans sa tactique, il n'est pas aujourd'hui ce qu'il était hier, ce qu'il sera demain.

On peut appliquer à Jaurès ce qu'il disait magnifiquement des hommes qui, dans le passé, ont « pensé, désiré, souffert, cherché une issue » : il a été comme eux « une force d'impulsion, de mouvement, de transformation » et c'est nous qui lui sommes fidèles « comme c'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source ». Il a été un grand foyer de lumière : au communisme d'en entretenir la flamme ! Mais qu'est-ce donc que la tradition de Jaurès ; sinon l'exemple de labeur tranquille, de foi agissante, de courageuse honnêteté intellectuelle, d'audace socialiste en

perpétuel travail de perfectionnement et de création, qu'il nous a donné. Qu'est-ce que la tradition de Jaurès, sinon de vivre et de mourir, pour son Parti? Cette tradition-là, par quelle inconscience la met-on en cause dans nos débats intérieurs? Par quelle aberration la traduit-on à notre barre, en accusée, déjà presque en proscrite? Ni directement, ni obliquement, nous ne saurions accepter qu'on la violentât. Notre indignation, elle naît spontanément de notre culte pour le plus grand des nôtres. Nous l'avons connu et aimé; et nous le pleurons toujours. Est-ce trop de demander qu'on le place au-dessus de nos querelles, et faut-il renoncer à nous réconcilier dans son souvenir?

L.-O. FROSSARD.

Pour le V^e Anniversaire de la Révolution bolcheviste

La Journée décisive

A l'aube du 25 octobre vinrent à l'Institut Smolni un ouvrier et une ouvrière de l'imprimerie de notre Parti, apportant la nouvelle que le gouvernement avait interdit la parution de l'organe central du Parti, ainsi que celle du nouveau journal du soviet de Petrograd. Des agents du gouvernement avaient mis les scellés sur l'imprimerie. Le Comité militaire révolutionnaire rapporta aussitôt cette mesure, prit les deux organes sous sa protection, et confia « au glorieux régiment de Wolynie le grand honneur de défendre la libre parole socialiste contre les attentats contrerévolutionnaires ». L'imprimerie travailla ensuite sans interruption, et les deux journaux parurent à l'heure fixée.

Le gouvernement siégeait toujours au Palais d'Hiver, mais ce n'était plus que l'ombre d'un gouvernement. Politiquement, il n'existait plus. Dans la journée du 25 octobre, le Palais d'Hiver fut, peu à peu, entièrement cerné par nos troupes. A une heure de l'aprèsmidi j'annonçai, à la séance du soviet de Pétrograd et au nom du Comité militaire révolutionnaire, que le gouvernement de

Kérensky n'existait plus et que, en ettendant la décision du Congrès des Soviets de toutes les Russies, la puissance gouvernementale passait aux mains du Comité militaire révolutionnaire.

Quelques jours auparavant, Lénine avait déjà quitté la Finlande, et il se tenait caché dans les maisons ouvrières des faubourgs. Le 25 au soir, il vint secrètement à l'Institut Smolni. D'après ce qu'il avait lu dans les journaux, il croyait qu'il allait y avoir un compromis provisoire entre nous et le gouvernement de Kérensky. La presse bourgeoise avait tellement fait de bruit avec les prodromes du mouvement révolutionnaire — déploiement de troupes armées dans les rues de la capitale, émeutes et effusion de sang inévitable - que maintenant, alors que la Révolution s'accomplissait vraiment, elle ne s'en apercevait pas, et prenait pour argent comptant les pourparlers qui avaient lieu entre l'état-major et nous. Pendant ce temps, méthodiquement, sans tumulte dans les rues, sans qu'il y ait ni coups de fusil ni effusion de sang, les colonnes, solides et bien disciplinées, des soldats, des matelots et des gardes rouges s'emparaient l'un après l'autre de tous les organes du pouvoir, - et cela conformément aux ordres précis, communiqués par téléphone, qui partaient de la petite chambre du troisième étage de l'Institut Smolni.

Le soir eut lieu une séance provisoire du Second Congrès des Soviets de toutes les Russies. Dan fit un rapport au nom du Comité central exécutif. Il prononça un discours d'accusation contre les émeutiers, les « expropriateurs » et les fauteurs de rebellion, et il tâcha d'effrayer le Congrès en représentant comme inéluctable l'échec du mouvement révolutionnaire qui, disait-il, serait étouffé dans quelques jours par les troupes du front. Son discours manqua de persuasion, et il était déplacé dans une assemblée où l'énorme majorité des délégués suivait avec une joie intense la marche victorieuse de la Révolution de Pétrograd.

Le Palais d'Hiver était alors déjà cerné, mais il n'était pas encore pris. De temps en temps partaient de ses fenêtres quelques coups de feu tirés sur les assiégeants, qui lentement et avec prudence resserraient toujours davantage leur cercle autour de lui. De la forteresse Pierre-et-Paul deux ou trois coups de canon furent tirés sur le Palais. Leur grondement lointain pénétra jusqu'au sein de l'Institut Smolni. Dans une rage impuissante, Martow, à la tribune du-Congrès, parla de guerre civile, et, tout particulièrement, du siège du Palais d'Hiver, où parmi les ministres il y avait — ô abomination! — des membres du parti menschewiste.

La réplique lui fut donnée par deux matelots, qui étaient venus directement du champ de bataille pour présenter un rapport. Ils rappelèrent l'offensive du 18 juin, toute la politique de trahison de l'ancien gouvernement, le rétablissement de la peine de mort pour les soldats, les arrestations et les mesures oppressives contre les organisations révolutionnaires et ils jurèrent de vaincre ou de mourir. Ces matelots nous apportaient aussi la nouvelle de nos premières pertes subies sur la place qui s'étend devant le Palais d'Hiver.

Comme sur un invisible signal, tout le monde se leva de son siège et, avec une unanimité qui n'est produite que par une haute tension morale, l'assemblée entonna le chant des morts. Qui a vécu ce moment-là ne l'oubliera jamais...

La séance fut interrompue. Il était impossible de continuer la discussion théorique relative à l'élaboration du gouvernement, alors que dans le tumulte du combat et de la fusillade entourant le Palais d'Hrver se décidait par les faits le sort de ce gouvernement.

Cependant la prise du Palais traînait en longueur, et il en résulta un fléchissement parmi les éléments indécis du Congrès. Les orateurs de l'aile droite nous prédisaient une catastrophe prochaine. Tous attendaient avec anxiété les nouvelles de ce qui se passait sur la place du Palais d'Hiver. Au bout de quelques temps arriva Antonow, qui dirigeait les opérations. Il se fit dans la salle un silence complet : le Palais d'Hiver était pris, Kérensky s'était enfui, et les autres ministres étaient arrêtés et conduits à la forteresse Pierre-et-Paul.

Le premier chapitre de la Révolution d'Octobre était ainsi achevé!

Les socialistes-révolutionnaires de droite et les Menschewiki, au nombre d'environ une soixantaine, c'est-à-dire à peu près le dixième du Congrès, quittèrent la salle en protestant. Comme ils ne pouvaient rien faire d'autre, ils « rejetèrent toute la responsabilité » de tout ce qui allait se passer sur les Bolschewiki et sur les socialistes-révolutionnaires de gauche.

Ces derniers hésitaient encore. Leur passé les rattachait au parti de Tschernow. L'aile droite de ce parti s'était complètement livrée à la classe moyenne et à la petite bourgeoisie, aux intellectuels de la petite bourgeoisie et aux villageois aisés, et, dans toutes les questions importantes, elle s'alliait contre nous avec la grande bourgeoisie libérale.

Les éléments les plus révoutionnaires de ce parti, dans lesquels se reflétait encore tout le radicalisme des revendications sociales des masses paysannes les plus pauvres, étaient orientés vers le prolétariat et vers le parti du prolétariat. Néanmoins, ils avaient peur de couper les liens qui les rattachaient à leur ancien parti. Aussi, lorsque nous quittâmes le Pré-Parlement, ils refusèrent de nous suivre et nous mirent en garde contre les « aventures ». Mais, maintenant, la Révolution les plaçait devant la nécessité de choisir : pour les Soviets ou contre les Soviets. Non sans hésitation, ils se rangèrent du côté de la barricade où nous nous trouvions nous-mêmes.

Constitution du Soviet des Commissaires du Peuple

A Pétrograd, la victoire était complète. Le pouvoir appartenait tout entier au Comité militaire révolutionnaire. Nous rendîmes nos premiers décrets sur l'abolition de la peine de mort, sur les réélections des Comités des armées, etc. Mais voilà que nous nous trouvâmes dans l'impossibilité de communiquer avec la province. Les employés supérieurs des chemins de fer, des postes et des télégraphés étaient contre nous. Les Comités des armées,

les conseils municipaux et les Zemstwos bombardaient continuellement l'Institut Smolni de menaçantes dépêches, où ils nous déclaraient franchement la guerre, en promettant, nous, rebelles, de nous mettre à la raison à bref délai !

Nos télégrammes, décrets et déclarations n'atteignaient pas la province, car l'Agence télégraphique de Pétrograd nous refusait ses services. Dans cette atmosphère d'isolement où se trouvait la capitale par rapport à tout le reste du pays, des bruits inquiétants et extraordinaires naissaient et se propagaient avec facilité.

Lorsque la presse bourgeoise et la presse modérée purent se convaincre que le soviet détenait réellement le pouvoir, que le gouvernement précédent était arrêté, et que les ouvriers en armes étaient maîtres des rues de Pétrograd, elles déclanchèrent contre nous une campagne d'une frénésie vraiment inouïe; il n'y avait pas de mensonge ni de calomnie que cette presse-là n'ait mobilisé contre le Comité militaire révolutionnaire, contre ses chefs et ses commissaires.

Dans la journée du 26 octobre eut lieu la séance du Soviet de Pétrograd, à laquelle prirent part les délégués du Congrès Panrusse, les membres de la Conférence de la garnison et un nombreux public d'adhérents. C'est là que, pour la première fois depuis près de quatre mois, Lénine et Sinowjew firent leur réapparition; ils furent accueillis par de bruyantes ovations. La joie de la victoire état cependant troublée par l'appréhension de l'accueil que le pays ferait à ce nouvel état de choses et par le souci où l'on était de savoir si les Soviets conserveraient réellement la puissance gouvernementale...

Le soir eut lieu une séance du Congrès des Soviets, Lénine présenta deux projets de décrets : l'un sur la paix et l'autre sur le partage des terres. Ces deux décrets furent adoptés à l'unanimité après une courte discussion. Dans cette même séance fut constitué un nouveau gouvernement central sous forme de Soviet des Commissaires du Peuple.

Le Comité Central de notre parti tenta de réaliser l'union avec les socialistes-révolution-naires de gauche. On leur offrit de prendre part à la constitution du gouvernement des Soviets. Ils hésitaient et prétendaient que le gouvernement devait avoir le caractère d'une coalition dans le cadre des partis soviétistes. Mais les Menschewiki et les socialistes-révolutionnaires de droite avaient rompu toutes relations avec le Congrès des Soviets, car ils

étaient partisans résolus d'une coalition avec les partis anti-soviétistes.

Il ne nous restait plus qu'à laisser aux socialistes-révolutionnaires de gauche le soin de ramener leurs voisins de droite dans le camp de la Révolution; mais, tant qu'ils s'occuperaient de cette cause sans espoir, nous nous tenions pour obligés de reporter sur notre parti, sans partage aucun, toute la responsabilité gouvernementale.

La liste des commissaires du peuple était uniquement composée de Bolschewiki. Il y avait là, décidément, un certain danger politique: la transition était trop radicale, — qu'on se rappelle seulement que les chefs de ce parti, la veille encore, étaient sous le coup d'une inculpation relevant du paragraphe 108 du Code criminel, c'est-à-dire la haute trahison. Mais il n'y avait pas d'autre choix possible.

Les autres partis soviétistes hésitaient et déclinaient toute responsabilité; ils préférèrent se tenir sur l'expectative. Finalement, nous ne doutâmes plus que notre parti fût seul capable de créer un gouvernement révolutionnaire.

Les premiers jours du nouveau régime

Les décrets, homologués par le Congrès, relatifs à la défense nationale et à la paix, furent imprimés à des quantités considérables d'exemplaires, qui furent distribués dans tout le pays par les délégations venues des campagnes, ainsi que par les agitateurs que nous envoyions dans les provinces et dans les tranchées. En même temps, les ouvriers procédaient à l'organisation et à l'armement de la garde rouge. Celle-ci, conjointement avec la vieille garnison et avec les matelots, assumait la lourde tâche du service de surveillance.

Le Soviet des Commissaires du peuple s'emparait successivement de tous les organes gouvernementaux, mais il se heurtait partout à la résistance passive des hauts et moyens fonctionnaires. Les partis de l'ancien Soviet faisaient tous leurs efforts pour trouver un appui dans ces milieux-là et pour organiser le sabotage du nouveau gouvernement. Nos ennemis étaient convaincus qu'il s'agissait au fond d'un simple épisode et que le lendemain, le surlendemain ou, au pis aller, dans huit jours, le gouvernement des Soviets serait renversé...

Cependant, l'Institut Smolni voyait arriver, pour la première fois, les consuls étrangers et les membres des ambassades, qui étaient poussés autant par la curiosité que par les affaires urgentes de leurs charges. Les journalistes arce fragent avec leurs carnets de notes et leurs appareils photographiques. Tous étaient pressés de voir le nouveau gouvernement, car tous étaient persuadés que, dans quelques jours, il serait déjà trop tard.

En ville régnait un ordre parfait. Les matelots, soldats et gardes rouges se comportèrent dans ces premiers jours du nouveau régime avec une discipline irréprochable et ils furent d'excellents soutiens de ce rude régime de l'ordre révolutionnaire.

Chez nos ennemis naquit la crainte que cet « épisode » ne puisse à la fin durer trop longtemps; en même temps on préparait en toute hâte l'organisation de la première attaque contre le nouveau gouvernement. L'initiative de ce mouvement appartenait aux socialistes-révolutionnaires et aux Menschewiki. Dans la période précédente ils n'avaient ni voulu ni osé prendre en mains tout le pouvoir. Conformément à leur situation de parti politique provisoire, ils se contentaient, dans le cadre du gouvernement de coalition, de jouer le rôle d'auxiliaires, de critiques, d'inifiateurs et de défenseurs de la bourgeoisie. A chaque élection, ils vomissaient consciencieusement leurs malédictions sur la tête de la grande bourgeoisie, mais c'était pour, aussitôt après, s'allier avec elle, non moins consciencieusement, au sein du gouvernement.

Cette politique, au bout de six mois de période révolutionnaire, les conduisit finalement si loin qu'ils avaient perdu pour toujours la confiance des masses populaires et de l'armée ; la Révolution d'Octobre leur arrachait aussi maintenant, tout d'un coup, la disposition de l'appareil gouvernemental. Hier encore, ils se croyaient les maîtres de la situation ; les chefs bolschewiki, persécutés par eux, étaient hors la loi et se cachaient, tout comme au temps du tsarisme. Et aujourd'hui les Bolchewiki détenaient la puissance gouvernementale, tandis que les ministres d'hier -- c'est-à-dire les modérés et leurs collaborateurs — étaient tenus' à l'écart et avaient subitement perdu toute influence sur le cours ultérieur des événements.

Les socialistes-révolutionnaires et les Menschewiki ne voulaient ni ne pouvaient croire que ce brusque bouleversement signifiât le commencement d'une ère nouvelle. Ils voulaient croire et se contraignaient à croire qu'il y avait là un accident, un malentendu, qui pourrait être dissipé par quelques discours énergiques et par des articles doctrinaires. Mais, avec chaque heure qui s'écoulait, les obstacles qu'ils rencontraient devenaient toujours plus diffi-

ciles à surmonter. De là vient la haine aveugle et vraiment insensée qu'ils ont pour nous.

Les politiciens bourgeois, naturellement, ne se risquaient pas eux-mêmes dans la fournaise. Ils pousserent devant eux les socialistes-révolutionnaires et les Menschewiki, qui, à lutter contre nous, acquirent l'énergie qui leur avait manqué lorsqu'ils constituaient un parti semigouvernemental. Leurs journaux répandaient toujours des bruits et des calomnies extraordinaires. Des proclamations dues à leur initiative contenaient des invitations directes à renverser le nouveau gouvernement. Ils entretenaient une agitation parmi les fonctionnaires en vue d'organiser le sabotage, et parmi les élèves-officiers, en vue de préparer, par les armes, des coups de main

Le 27 et le 28 octobre, nous étions assaillis toujours par d'incessantes menaces télégraphiques, provenant des Comités des armées, des conseils municipaux, des Zemstwos, et des organisations de Wikschel (l'institution dirigeante de la Fédération des cheminots). La Perspective Newsky, la principale artère fréquentée par la bourgeoisie de la capitale, devenait toujours plus animée. La jeunesse bourgeoise sortait de son état d'engourdissement et déployait — excitée par la presse — sur la Perspective Newsky, une agitation toujours plus grande contre le gouvernement des Soviets.

Aidés par les bourgeois, les élèves-officiers désarmaient les gardes rouges isolés. Dans les rues écartées on tirait tout bonnement des coups de fusil sur les gardes rouges et les matelots. Un groupe d'élèves-officiers s'empara du central téléphonique. Des tentatives furent également faites pour occuper le télégraphe et la poste. Enfin on nous informa que trois autos blindées étaient tombées entre les mains d'une organisation militaire ennemie.

Les éléments bourgeois relevaient manifestement la tête. Les journaux annonçaient que notre dernière heure était venue. Nous avions intercepté quelques ordres secrets, d'où il résultait qu'il avait été créé contre le soviet de Pétrograd une organisation de combat, dont l'âme était le soi-disant « Comité pour la défense de la Révolution », comité qui avait été constitué par le conseil municipal et par le Comité central exécutif tel qu'il était autrefois. Ici comme là dominaient les socialistesrévolutionnaires de droite et les Menschewiki. Ce comité était soutenu par des élèves-officiers, des étudiants et beaucoup d'officiers contrerévolutionnaires qui, derrière le dos des modérés, cherchaient à porter aux soviets le coup mortel.

L. TROTSKY.

UNE DECLARATION

pressés de

On nous communique la déclaration suivante:

Les membres du Parti qui ont voté ou soutenu, pour le Congrès National, les motions Dondicol-Renoult, pensent qu'ils doivent, dans les circonstances graves où se trouve le Parti, exprimer nettement leur pensée.

Ils constatent d'ailleurs que l'événement n'a que trop justifié l'attitude qu'ils ont prise.

que trop justifié l'attitude qu'ils ont prise. Seuls, ils ont dit, avant le Congrès, qu'un grand effort de franchise et de clarté était indispensable pour comprendre les causes profondes de la crise et y porter remède efficacement.

Les premiers ils ont protesté contre la classification arbitraire par laquelle on prétendait diviser le Parti en diverses fractions, comme s'il était possible, en dehors de l'épreuve décisive de l'action, d'établir à cet égard des démarcations basées sur les faits.

Seuls, ils ont affirmé que les positions prises par les uns ou par les autres, avant le Congrès, sur la question du front unique, ne pouvaient permettre de tracer, au travers du Parti, des lignes de séparation durables, ni surtout d'isoler toute une fraction en l'accusant de nourrir de mauvais desseins contre l'Internationale.

Seuls, ils ont dit qu'il ne servirait de rien à certains camarades de s'unir pour signer des motions communes, alors que les désaccords anciens, loin de s'apaiser, s'aggravaient.

Les déplorables conflits qui ont marqué la fin du Congrès de Paris sont le résultat du malentendu tragique que les signataires des motions Dondicol-Renoult avaient dénoncé à temps.

Le Parti a cru, lorsqu'il s'est trouvé en présence d'une motion présentée conjointement par les camarades Frossard et Souvarine, qu'un accord complet existait entre les tendances dites de la « Gauche » et du « Centre ». Il a donné la majorité à cette motion, parce qu'il l'a considérée comme une motion d'unité, abstraction faite de son contenu.

Tout a été faussé par cette erreur, et, lorsqu'au Congrès les délégués ont trouvé, au lieu de l'entente et de l'harmonie, la division et le conflit, ils ont été jetés en plein désarroi.

Il faut dire ces vérités — sans récriminations inutiles — et faire enfin. dans la clarté, l'effort qui peut sauver l'unité révolutionnaire du Parti.

Cette unité ne peut être sauvegardée que par le rapprochement, dans la discipline internationale, des deux fractions en lutte.

Les signataires de la présente déclaration

appellent à l'action tous les militants de Paris et de la province, tous les communistes de bonne volonté, pour collaborer à ce travail de réconciliation.

A la fin du Congrès, les camarades Daniel Renoult, Werth et Duret ont déclaré que tous les bons communistes devraient s'efforcer d'aider ceux qui ont pris, dans des conditions si difficiles, la direction du Parti. Les soussignés ratifient ces déclarations. Ils affirment qu'ils entendent apporter, en toute loyauté, leur concours matériel au travail du nouveau Comité Directeur.

Ils désapprouvent les démissions tapageuses, actes d'indiscipline, qui renouvellent, en l'aggravant, le geste trop connu qui suivit le Congrès de Marseille.

Ils déplorent et flétrissent les polémiques grossièrement injurieuses dirigées contre les hommes responsables de la direction actuelle du Parti, polémiques qui sont reproduites tout au long dans le *Populaire* et l'Action Française.

De tels actes révèlent, chez ceux qui les commettent, une volonté indéniable de scission.

Les soussignés dénoncent cette volonté à l'Internationale et à tous les communistes sincères du Parti, sans distinction de tendances.

Ils croient que l'immense majorité du Parti veut maintenir l'unité révolutionnaire du Communisme français, dans la discipline de la Troisième Internationale.

Ils font appel à tous en demandant aux uns et aux autres de négliger ce qui divise et de mettre au premier plan ce qui rapproche et réunit

Unité et discipline internationales, tels sont les deux mots d'ordre qui peuvent sauver le Parti.

Si la tendance dite du Centre parvient à les appliquer, toutes les bonnes volontés l'aideront.

Il est regrettable que les négociations secrètes, si mal conduites, qui ont abouti, à la fin du Congrès, à un conflit aigu, aient paru opposer la fraction du Centre, actuellement dominante dans le Parti, à l'Internationale.

La rupture avec l'Internationale n'est pas moins grave que la scission. Rupture et scission ne peuvent d'ailleurs aller l'une sans l'autre. Dans les deux cas, c'est le désastre pour le Communisme français.

Le Comité Directeur, conformément aux déclarations qu'il a fait entendre dans sa première séance, a donc le devoir, de manifester nettement sa volonté de maintenir l'union étroite du Parti et de l'Internationale et de combattre, avec la dernière énergie, toute tenta-

tive qui pousserait à la rupture.

Les signataires de cette déclaration ont montré qu'ils ne comprennent pas la discipline comme une obligation de passivité. Seuls, ils ont réclamé pour le Parti français, le droit de discuter, jusqu'à la décision du Congrès mondial, la tactique du front unique. Seuls, ils ont proclamé qu'il est nécessaire à la vie même de l'Internationale que, dans chaque Parti, le Congrès National précède le Congrès mondial, parce que celui-ci, exprimant la pensée profonde des communistes de tous les pays, ont une autorité vraiment souveraine pour fixer la discipline commune. Avant tous autres, enfin, ils se sont fait les interprètes des protestations de la C. G. T. U. lorsque fut connue la motion rédigée par le camarade Rosmer et que le syndicalisme révolutionnaire français ne pouvait accepter. Ils n'en sont que plus à l'aise pour conseiller, en présence de difficultés d'un caractère moins général, la conciliation à des camarades qui ne furent pas aussi fermes.

Le Parti français a le droit indiscutable de s'administrer et de se diriger librement dans la limite des décisions internationales. Les soussignés, dans leur motion de politique générale, se sont exprimés très nettement à ce sujet. Mais, c'est le développement même de la crise qui oblige aujourd'hui l'Internationale à intervenir dans des questions, qui, en période normale, releveraient uniquement des déci-

sions autonomes du Parti français.

Le Quatrième Congrès appelé par les événements même à juger de la crise française voudra certainement agir en véritable arbitre, en se plaçant bien au-dessus des tendances et des fractions. Ses décisions s'inspireront de la situation politique, économique et syndicale de ce pays. Elles tiendront compte aussi des hommes et ne négligeront aucun des facteurs en présence.

Les communistes français ont le devoir d'attendre ces décisions avec confiance, et de se préparer dès maintenant à les interpréter loyalement et à les appliquer aussi exactement

qu'il sera possible.

Les soussignés demandent à tous les camarades conscients de la gravité du péril qui menace le Parti de se joindre à eux pour une œuvre de concorde et de pacification.

Qu'aux paroles de division et de haine on oppose systématiquement l'appel à la raison!

Vive l'unité révolutionnaire du Parti! Vive l'Internationale Communiste!

Branges, Calmanovitch (4° arr.); Bricoteau, Delage, Demangeau, Duret Dela-pierre, Garny, Gayman, Legrand, Lespagnol, Mes-nard, Poinsin, Schwartz (5° arr.); Puybouffat, Papot (6° arr.);

Alberrard, Lazarus, Naudin, Daniel Renoult, Vandeputte, Werth (10° arr.);
Barland, Dondicol, Dupuy, Fargue (11° arr.);
Allain Dubois (13° arr.);

9

Dages, Dujardin, Quilici, Suzanne Lévy (14° arr.); Coat, Létrange, Salacrou (15° arr.);

Barrière, Emmana Limousin (16° arr.) Emmanuel Cohen, Delache, Lorenzi,

Lagorgette (17º arr.); Chauvel (18° arr.)

Pierreton, Servantier (19° arr.);
Auclair, Bondy, Bridor, Favergeat, Rene Guyon,
Parise, Roland Victor, Tramontin, Vandomme
(20° arr.). Vandomme

Paluat (Asnières), Fromont (Bagnolet), Barberet (Bondy), Collin (Drancy), Morisée, Pietri, Daniel (Pré-Saint-Gervais), Amot (Gennevilliers), Etienne, Godiveau (Neuilly), Agarent, Serre (Boulogne), Berges (Nanterre), Doriau (Levallois-Perret), Ottavi (Noisy-le-Sec).

Palocq, Bertin (Seine-et-Oise);

Morin, Matéa, Sommier (Seine-et-Marne); Charton, Alexis Gaume, Lépineux, Dubreuil (Al-

Foulon, Jacob (Aube); Fabiani (Bouches-du-Rhône);

Faure-Brac (Charente);

Nermond, citoyenne Montegudet (Creuse) ; Chettelat, Fégy (Camille), Mailluchet, Joseph Wacht (Doubs)

Courtois Raoul, Guérin Emile, Bourgeois (Eure-et-Loir)

Mirande (Haute-Garonne)

Gaye, Agrafeil, Besnard, Constans, Valery, Marin (Gironde)

Mareauletti (Loire-Inférieure) ;

Jouanne, Van Gèle (Nièvre)

Delplanque, Duthoin, Dubuez, Duport, Level, Loqueneux, Raoul (Pas-de-Calais)

Gauny, Georges Julien (Puy-de-Dôme); Perceval (Seine-Inférieure)

Luglet, Mercier, Barbier, Gros, Evain (Somme); Simonin (Vosges).

Note de la Direction

Le Bulletin Communiste est un organe ouvert à toutes les tendances du Parti. Nous faisons appel aux militants de toutes nos sections pour qu'ils veuillent bien nous envoyer des articles sur les questions de doctrine et de tactique. Ils comprendront que les polémiques personnelles doivent être rigoureusement exclues.

Nous demandons aussi aux secrétaires des Fédérations de nous adresser le plus tôt possible des monographies départementales qui pourraient être établies sur le plan suivant

Milieu économique, caractères de la population, industrielle ou agricole, nombre de sections et d'adhérents, organisation syndicale, possibilités de recrutement pour le Parti et fluctuations de ce recrutement.

Chacun saisira l'importance de ce travail, qui doit être accompli le plus tôt possible, de façon à donner, par son ensemble, une vision exacte de notre activité et de notre force.

Ces monographies peuvent comporter de 150 à 300 lignes et parattront sous la signature des secrétaires des fédérations.

COMITÉ DIRECTEUR

du camarade Humbert-Droz Une lettre

bert-Droz la lettre suivante:

Obligé de quitter le Congrès après la deuxième journée, le tiens, en qualité de second représentant de l'Exécutif, à me solidariser sans réserves avec la déclaration du camarade Manouilsky parue dans

l'Humanité du 23 octobre.

La ligne de conduite adoptée par la délégation a été concertée et adoptée par la délégation d'un commun accord entre le camarade Manouilsky et moi ; notre accord a été absolu aussi bien en ce qui concerne notre action commune avant le Congrès qu'en ce qui concerne l'action du camarade Manouilsky après son départ. Avant de quitter le Congrès, nous avions envisagé toutes les éventualités et arrêle la ligne de conduite de la délégation.

J'en partage donc toute la responsabilité. La « réponse » dont le bureau politique a fait suivre la lettre de Manouilsky appelle une brève mise au point. Il est exact qu'en m'annonçant que le centre repoussait notre arbitrage Frossard et Ker m'aient communiqué leur intention de porter la question devant le Congrès, mais il est non moins exact que j'ai aussitôt très nettement souli-gné la gravité de la décision prise affirmant qu'elle entraînait la rupture avec la délégation de l'Exécutif et la menace de rupture avec l'Internationale. C'est placée devant la gravité de la situation que la délégation du Centre avant de nous remettre sa réponse definitive tenta encore une démarche de conciliation auprès de la Gauche par notre intermé-

L'arbitrage que nous avons prononcé ne comportait que des propositions déjà acceptées par le centre ou ses représentants. Il représentait un maximum de concessions et supprimait toute es-pèce de suprématie soit d'une fraction soit de l'autre. Nous attendions les résistances de la part de

la gauche et non du centre.

Čet arbitrage avait été réclamé par le centre. Le camarade Ker avait menacé de démissionner du centre s'il n'acceptait pas que le différend soulevé

Le Comité Directeur a reçu du camarade Hum- par la répartition des postes responsables fût tranché par la délégation de l'Exécutif.

En repoussant notre arbitrage après l'avoir sollicité, connaissant bien à l'avance quelles étaient nos intentions dernières, le centre a pris sur lui l'entière responsabilité de la rupture et de ses conséquences. Nous nous sommes à maintes reprises heurtés aux prétentions exagérées de la gauche, mais elle avait fini par accepter notre arbitrage, qui s'il avait été également accepté par le centre eut épargné au Parti une nouvelle crise plus profonde et au Congrès les scènes scandaleuses et répugnantes qu'il a vécues. Il créait les seules possibilités d'un travail fécond et d'une convalescence

Je tiens à protester enfin contre l'accusation de partialité portée personnellement contre le cama-

rade Manouilsky.

La délégation de l'Exécutif formait un tout qui n'a cessé d'être absolument d'accord et solidaire. Il est tout à fait faux de dire que Manouilsky n'ait pas vu un seul camarade du centre pendant le Congres. Ensemble le deuxième jour du Congrès, nous avons reçu une délégation de cinq ca-marades du centre. Pendant les deux premières journées j'ai eu de multiples entretiens avec des camarades du centre. A aucun moment la délégation n'a refusé un entretien au centre.

Je ne sais si le centre me fera personnellement le reproche de partialité. A plusieurs reprises il a rendu hommage à mon impartialité et il ne peut en tout cas pas me reprocher d'avoir vu les camarades de la gauche plus que ceux du centre.

Or des le deuxième jour du Congrès, c'est en toute impartialité et amitié que j'ai attiré l'attention des camarades du centre sur la gravité de la situation qu'ils créaient et sur les lourdes responsabilités qui retombaient sur eux en repoussant l'arbitrage qu'ils avaient sollicité.

Rerlin, le 26 octobre 1922.

Jules HUMBERT-DROZ.

La réponse du Bureau politique

A la lettre ci-dessus le Bureau politique a fait la réponse suivante :

Le Bureau Politique n'entend nullement mettre en cause l'impartialité du camarade Humbert-Droz. Mais il a relevé dans sa lettre quelques inexacti-tudes qu'il a le devoir de signaler. 1. L'arbitrage des délégués de l'Exécutif n'a pas

été réclamé par le centre. Il a été offert par le camarade Manouilsky. Les représentants du centre ont naturellement déclaré qu'ils examineraient avec

la plus grande attention et le plus vif désir de conciliation les propositions des délégués de l'Exécutif. Mais, à aucun moment, la fraction du Centre n'a décidé d'accepter, sans examen préalable, l'arbitrage qui lui était proposé.

2. Lorsque le Centre a résolu de recourir à l'arbitrage du Congrès, le camarade Humbert-Droz a affectivement ainsi qu'il le rappelle dans sa let-tre, souligné toute l'importance de cette décision. Mais personne n'a pu croire un seul instant qu'en

adoptant cette attitude le Centre se préparait à rompre avec l'Internationale. Dans la réponse qu'il a adressée le 16 octobre aux délégués de l'Exécutif, le Centre a en effet déclaré : « Si la discussion n'aboutit pas, deux autorités souveraines tranche-ront en dernier ressort : le Parti et l'Internationale. »

3. Respectueux du principe de la parité préconisé par le Comité Exécutif, le Centre a, dès le premier jour, formulé des propositions dont il ne s'est jamais écarté et qui pouvaient se résumer ainsi : Parité au Comité Directeur ;

Parité au Bureau Politique ; Direction de l'Humanité au Centre ;

Secrétariat général du Parti à la Gauche.

Mais, contrairement aux affirmations du camarade Humbert-Droz, il a toujours repoussé plusieurs des propositions contenues dans la sentence d'arbitrage des délégués de l'Exécutif. En effet :

Il n'a jamais accepté la double direction Cachin-Rosmer ni, à plus forte raison, la combinaison Cachin-Rosmer-Dunois;

Il n'a jamais consenti à conférer à qui que ce fût le droit de récuser ses candidats aux organis-

mes centraux; Il n'a jamais enfin jugé possible de confier à un délégué de l'Exécutif le soin de départager les tendances au sein du Bureau Politique. Il a au contraire, dès le premier moment, fait observer que cette solution aurait pour résultat pratique de déposséder le Parti de sa propre direction et de remettre celle-ci aux mains d'un seul camarade.

LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI.

N.-B. — Mis en cause personnellement par le camarade Humbert-Droz, je tiens à fournir ici, une fois pour toutes, les éclaircissements indispensables.

Quand les délégués de l'Exécutif nous offrirent leur arbitrage, Frossard, Soutif et moi nous acceptâmes en notre nom cette proposition. Je fis ensuite prévenir Frossard que je ne resterais pas dans la fraction du Centre si cette offre n'était pas prise en considération.

C'est la une démarche qui ne concerne que Frossard, Scutif et moi et j'aurais pu changer d'avis sans avoir à m'en expliquer à qui qui ce soit, si ce n'est à mes co-délégués.

Le Centre accepta en principe la proposition. On pouvait espérer que la sentence d'arbitrage constituerait une solution vraiment paritaire, non plus seulement dans les mots, mais dans les faits. Les pourparlers étaient alors bloqués par l'in-

transigeance des délégués de la Gauche, qui s'obstinaient à vouloir exclure Cachin du Comité Directeur et de l'Humanité. Nous n'avons jamais pris ce veto au sérieux et la renonciation à cette exclusive ne pouvait pas même être considérée comme une concession de la Gauche.

Mais à la séance suivante de la Commission mixte, il ne fut plus question d'arbitrage; les dé-légués de l'Exécutif nous apportèrent des propositions entièrement nouvelles (suppression de la Direction de l'Humanité, quatre membres de la Gauche pour trois du Centre au Bureau Politique, remise de la direction de l'Humanité au Bureau Politique).

Le Centre, considérant que cette solution établissait la mainmise d'une seule fraction sur le Parti et sur sa presse, la repoussa comme étant une aggravation de toutes les propositions antérieures et décida de soumettre toute la question au Congrès.

En tout ceci, j'ai approuvé les décisions prises

par le Centre.

Répondant au camarade Manouilsky, j'ai déjà donné au Congrès ces explications. Mais l'Humanité a fait de mes déclarations un compte rendu absolument inintelligible. Je remercie donc le camarade Humbert-Droz de me donner ici l'occasion d'une mise au point nécessaire.

142, Rue Montmartre, PARIS

— Chèque Postal : 25,517 —

VIENT DE PARAITRE :

BABEUF & LA CONJURATION DES ÉGAUX par Maurice DOMMANGET

LOUIS BLANC, VIDAL, PECQUEUR, CABET

par Paul Louis

Chaque vol.: 2 fr. — Franco: 2 fr. 25 Ces 2 volumes font partie de la collection :

HISTOIRE

DES

DOCTRINES SOCIALISTES (LES IDÉES ET LES FAITS)

Cette collection qui comprendra au moins douze volumes in-12 à 2 francs, a été conçue dans le but de fournir à tous ceux qui s'intéressent à la question sociale, une documentation sûre et précise qu'on ne trouvait jusqu'ici que disséminée dans des volumes importants d'un prix inabordable.

On pourra se procurer les douze volumes de la première série soit en les achetant au fur et à mesure de leur parution, soit en souscrivant au comptant aux douze volumes pour le prix réduit de

20 FRANCS LES 12 VOLUMES

BULLETIN DE SOUSCRIPTION à retourner à H. Suchet, librairie de l'Humanité,

142, rue Montmartre, Paris.

Je soussigné déclare souscrire à l'Histoire des Doctrines socialistes, en douze volumes in-12 à 20 francs.

Ci-inclus vingt francs, prix des 12 volu-mes qui me seront expédiés au fur et à mesure de leur parution.

Signature:

Nom										,
Adres										

La Propagande agraire

L'hiver s'approche rapidement et avec lui les longues soirées de repos forcé pour le paysan. C'est aussi pour le militant communiste l'occasion de redoubler de vigilance et d'apporter au village la parole tant honnie du « partageux, de celui qui veut, aux dires de nos adversaires, prendre la terre.

Aux yeux de tous, à l'heure actuelle encore, il apparaît que pour l'agriculture, la « terre » est tout, alors qu'elle n'est de plus en plus que l'accessoire du capital d'exploitation.

Le Parti Communiste doit donc étudier soigneusement cette question, avoir un programme net, précis, permettant de mener une action coordonnée. Un programme ouvrier sans un programme paysan c'est pour le parti du prolétariat des insuccès certains à l'horizon.

Prenons un exemple. Depuis quelque temps la vie chère continue sa courbe ascendante un moment arrêtée.

La mauvaise récolte de cette année, le régime protectionniste frappant les denrées importées vont augmenter cette crise. La baisse des salaires aidant les luttes ouvrières contre le capital vont devenir plus âpres, plus décisives. Le Parti a le devoir d'y réfléchir, d'apporter son concours le plus efficace à la classe ouvrière en bataille contre la bourgeoisie, de conquerir et mériter l'entière confiance du prolétarial afin de le guider vers son émancipation.

Un des devoirs impérieux du parti est donc d'aller dans la période propice de l'hiver chez le paysan lui démontrer le bien fondé des revendications ouvrières, lui prouver les améliorations auxquelles il a droit également, lui apporter la preuve, enfin que le régime capitaliste est son ennemi comine il est l'ennemi de tous ceux qui produisent. Il faut lui démontrer que ce régime ne permet pas au producteur, même propriétaire de la terre, de bénéficier du produit intégral de son travail, car dans tous les domaines de la production la classe capitaliste perçoit son profit et le paysan n'est pas épargné lors de la vente de sa production au maquignon ou au minotier.

Cette tache, j'en suis persuadé, le parti veut et doit l'accomplir ; dans cet article j'examinerai objectivement la situation afin de développer ultérieurement chaque point essentiel.

Il convient tout d'abord de remarquer que la terre était jusqu'au dix-neuvième siècle la richesse principale d'un pays, qu'avec le développement du machinisme la propriété rurale devient de plus en plus la richesse secondaire.

S'il est impossible de chiffrer la composition de la fortune du pays au commencement du dixneuvième siècle, il peut être dit que la propriété rurale en constituait au moins la moitié.

Le recensement de 1911 et l'évaluation de la fortune, faite à cette date par les économistes, la décomposent de la façon suivante :

149 milliards valeurs mobilières
65 milliards propriétés bâties
65 milliards propriétés rurales

279 milliards.

La guerre n'a fait qu'accélérer cette disproportion et la propriété rurale peut être évaluée présentement à 100 milliards.

En effet, la terre n'a pas conservé sa place dans l'ordre des valeurs. Il aurait fallu que le prix de la terre ait triplé alors que celle-ci n'a augmenté que de 30 à 50 % sur sa valeur de 1914 sauf dans des régions viticoles comme le Languedoc où l'augmentation a été plus sensible.

Examinons maintenant par région l'influence du développement capitaliste. Les régions peuvent être classées en deux grandes catégories :

1º Les régions à terres calcaires ou terres chaudes :

2º Les régions à terres non calcaires ou terres froides.

Les terres chaudes sont les pays de grandes plaines et de vastes plateaux dont le sol perméable, dès le début, se prêtait aisément à la culture : Bourgogne Lorraine, Picardie, Artois, Angoumois, Périgord, Quercy, etc... Il y cut dans ces pays, à de rares exceptions, une concentration villageoise qui a eu pour conséquence la division progressive du sol et son émiettement.

A part les régions où l'importance de la couche limoneuse attenue l'action directe du sol calcaire comme la Beauce et le Nord, l'on constate une situation de plus en plus précaire. Ces régions qui furent les plus prospères, comme en témoignent ençore les ruines des chapelles et des châteaux qu'on y rencontre, sont aujourd'hui dans une situation de plus en plus difficile.

Les terres froides dont la valeur culturale était médiocre deviennent de plus en plus productives grâce au développement des moyens de communication et de la science agronomique. Comme exemple, citons le Boulonnais, le Limousin, la Bretagne et la Sologne; c'est dans ces pays que la grande propriété existe plus particulièrement.

Ces différences caractérisées montrent que nous avons à examiner avec une grande attention ce problème, la bourgeoisie laisse des régions entières devenir de plus en plus improductives. Les statistiques nous montrent que la superficie des terres labourables de 23.927.092 hectares en 1910 n'était en 1919 que de 22.017.550 hectares, alors que la superficie des terres incultes qui pourraient être productives, de 3.309.480 hectares en 1910 était, en 1919, de 5.022.690 hectares,

Examinant ensuite un autre aspect du problème agraire, je crois utile de mettre sous les yeux de nos camarades les statistiques agraires de production, de surfaces cultivées et de rendement à l'hectare ainsi que les importations et les exportations.

FRANCE (Importations, Exportations)

	Importations		E			
	1909-13	1914-18	1919-21	1909-13	1914-18	1919-21
Froment Farine Seigle Orge Avoine Maïs Pommes de terre.	103.879 527.643 1.376.643 3.972.371 4.745.954	17.005.379 3.825.202 89.717 1.697.683 7.030.638 3.754.139 804.245	16.847.373 1.957.912 1.573.035 1.472.040 2.901.459 2.981.366 1.797.658	47.603 267.531 6.888 173.987 16.887 25.315 221.837	288.142 299.249 2.739 40.993 75.995 80.476 619.981	48.128 230.556 45.686 181.524 462.512 49.298 1.601.186
Raisins	88.267	61.702	46.394	229.419	8.525	44.573

FRANCE

Superficie 1911 : 53.646.400 hectares ; 1921 : 55.097.400 hectares. — Population au kilomètre carré : 1911, 73,8 ; 1921, 71,2. — Superficie productive : 50.037.388 en 1910 ; 49.874.702 en 1921. Proportion surface productive 1911 : 94.5 % ; 1921 : 94,2 %. — Surface improductive : 1911, 5,5 % ; 1019 : 5,8 %. — Superficie improductive : 2.918.376 en 1910 ; 3.077.877 en 1921.

Répartition de la superficie productive

100	par navn u	t ia s	որելյու	ne bro	uucuve	
Années	Terres labour	ables %	Prés natur hectares	els et påtur %	Cultures ages et a hectares	arborescentes arbustives
1910 1919	23.927.092	47,8 44,1	10.062.860 10.554.600	20,1 21,2	2.808.763 2.393.161	$\frac{\frac{\%}{5,6}}{4,8}$
Bois et f Années hectares		incultes Ictives			servations	,
1910 9.329.193 1919 9.886.701	18,7 3.309.48 19,8 5.022.69			415.602	.542 hect. terre hect. cultures is, forêts, mara	arhorageantes
Nature	Superfici en hectare		luction e	Rendement n quintaux à l'hectare	Obser	vations
Froment: 1909	6.542.230	86	.752.200 .919.050 .843.770	14,8 13,3 16,5	ae 30 %.	ns la produc. Année 1910 : de quintaux.
Seigle: 1909 1914 1921	1.175.710	12.	145.900 714.750 302.030	$\begin{bmatrix} 11,5 \\ 10,8 \\ 15,6 \end{bmatrix}$	Pendant la ment : 18	guerre, rende- à l'hectare.
Orge: 1909 1914 1921	760.205	1 0.	431.800 437.600 230.980	14,2 13,7 12,3		And the second second
Avoine: 1910	3.981.980	∫ 51.	613.000 826.010 591.900	14,2 13 10,6		
Maïs: 1910	158.720	3.	623.400 430.750 099.600	13,4 11,8 9,5		
Pommes de terre : 1910	1.548.070	135.	844.180 859.652 247.640	107,8 87,8 62,1		
Betterares à sucre : 1910	249,439	59.	5/1_080 393_355 488.150	264,1 238,1 162	Sucre (qu 7.807. 7.630.(2.804.	169)96

Nature	Superficie en hectares	Production en quintaux —	Rendement en quintaux à l'hectare	Observations			
Vignes: 1910 1914 1921	1.637.067 1.550.331 1.591.580	54.640.306 44.336.872 45.386.027	$\left \begin{array}{c} 32,4\\ 27,4\\ 21,5 \end{array} \right $	Production en hectolitres			
Colza: 1910 1914 1921 Diminution de production de	32.980 23.709 6.780 s mariers, co	541.090 321.328 86.790 cons (séricicult	13,6				
Nature	1909	CHEPT'EL 1914 —	1921	Diminution Augmentation			
Chevaux Anes Mulets Espèce bovine Moutons Chèvres	3.236.130 361.440 194.270 14.297.570 17.357.640 1.418.000 7.305.850	3.222.080 356.310 188.280 14.787.710 16.131.390 1.434.970 7.035.850	2.635.350 298.180 80.600 13.217.240 9.405.870 1.340.890 4.041.960	600.780 30 63.260 30 113.670 30 1.080.330 30 7.951.770 30 77.110 30 2.363.890 30			

Les camarades pourront se rendre compte qu'en règle générale, il y a une diminution de surface cultivée, de rendement à l'hectare et par conséquent de production.

En ce qui concerne le cheptel, il y a pour toutes les espèces animales, une diminution importante

même désastreuse.

Le problème agraire avec des données sérieuses, que chaque militant doit étudier intelligemment, pourra sinon être résolu définitivement, tout au moins être un peu plus connu qu'il ne l'est même par la plupart des propagandistes chargés de le recongrade par mi les paysans.

de la propagande parmi les paysans.

Certes, la tendance actuelle dans ce domaine de production est le retour de la terre au producteur, mais comme je le disais plus haut, la terre n'est que l'accessoire du capital d'exploitation. A l'heure présente, ce qui coûte le plus dans l'exploitation agricole ce sont les machines aratoires, les engrais et le cheptel.

Le petit paysan propriétaire n'ayant souvent qu'un matériel rudimentaire pour exploiter son domaine, est obligé de suppléer à ce matériel par un travail pénible, au delà souvent des forces humaines. La bourgeoisie, en ayant l'air de la favoriser, fait exploiter le paysan par lui-même.

La tache du militant communiste sera de dévoiler cette exploitation cachée du petit paysan qui ne demande qu'à connaître la source de ses difficultés. Nous n'amènerons pas, certes, tous les paysans à comprendre que le communisme les libérera, comme les ouvriers, de leurs chaînes de servage, mais s'ils ne regardent plus l'ouvrier réclamant son droit au Dieu capital comme un ennemi, il y aura pour le prolétariat des possibilités de succès qu'un Parti Communiste doit mettre de son côté.

Emile AUCLAIR.

LA COLLECTION

du Bulletin Communiste sera, dans quelques mois, introuvable. Il ne nous reste qu'un nombre d'exemplaires fort limité.

Il est inutile de vanter l'intérêt et la valeur de cette collection unique d'écrits des grands hommes de la Révolution russe, des Révolutions d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie.

Que ceux qui veulent posséder la collection complète se hâtent.

Prochainement, nous mettrons en vente des collections des 1^{ro} et 2° années du B. C., reliées forte toile noire. Chaque année sera cédée au prix de 30 francs, franco.

Le nombre étant très limité, nous prions nos camarades de nous adresser les commandes dès maintenant

Ecrire à René Ledoux, 142, rue Montmartre, Paris,

CAMARADES,

Pensez au Train de Secours pour les

Affamés de Russie

IL FAUT LIRE:

ET SADOUL?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages...... 0 40 En vente à la librairie de l' « Humanité ».

Après le Congrès National

Un certain nombre de fédérations et de sections ont envoyé au Comité Directeur, à la suite du Congrès National, des résolutions que nous publions ci-dessous :

FEDERATION DU GARD

Dans sa séance du 29 octobre, le Conseil fédéral du Gard, groupant les délégués de tout le département, a adopté l'ordre du jour suivant :

« Le Conseil, après avoir entendu le compte rendu de son délégué au Congrès National, regrette vivement les incidents violents qui s'y sont produits et qui ont eu chez les militants un écho douloureux ;

« Transmet au Comité Directeur, au bureau politique, l'expression de son entière con-

fiance;

« Le Conseil soucieux de travailler en plein accord avec les syndicats révolutionnaires, renouvelle l'expression de son rattachement ardent à la révolution russe et à la Troisième Internationale, mais affirme pour les Partis nationaux le droit de choisir les hommes en qui ils placent leur confiance, à la condition de faire la politique déterminée par les Congrès nationaux et internationaux ;

« Le Conseil regrette que des membres du Parti déversent l'outrage et la calomnie sur

d'autres membres du Parti. »

FEDERATION DU CALVADOS

« Après avoir entendu le compte rendu du Congrès National,, les délégués au Congrès du Calvados font confiance à la direction nouvelle issue du Congrès, espèrent qu'elle réussira à dénouer la crise actuelle dans l'intérêt du

Prolétariat et du Parti lui-même;

« La Fédération du Calvados aidera le Comité Directeur dans cette tâche, espérant que l'Internationale dans son 4° Congrès s'inspirera du désir profond des masses du Parti Communiste français et prendra une décision unitaire permettant d'assurer pour l'avenir, le développement normal du Parti dans l'intérêt de l'Internationale elle-même. »

FEDERATION DE LA DROME

Le Comité Directeur et le bureau de la Fédération de la Drôme ont adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Le Comité Directeur Fédéral, vivement ému en face de la situation faite au Parti par le récent Congrès de Paris, affirme son inébranlable attachement au Communisme et à l'Internationale Communiste. Mais, rappelant l'article 18 du règlement du Parti, paragraphe 2, qui dit : « Le Parti reconnaît le droit de libre discussion pour les minorités qui peuyent exister dans son sein », le Comité Directeur Fédéral regrette que le Comité Directeur National ait prononcé l'exclusion de camarades comme : Brizon, le Kienthalien, qui, au risque de sa vie, a montré, pendant la guerre, le devoir, qu'ils avaient oublié alors, à ses juges d'aujourd'hui ; Mayoux, qui a brisé sa situation pour avoir proclamé sa haine de la guerre et son désir de voir rétablir la paix universelle ; Verfeuil, qui, à Tours, donna aux dissidents un bell exemple de discipline que nous soulignames avec joie ; et, ce qui est pire encore, ceux qui ont signé la motion Verfeuil;

« Le Comité Directeur Fédéral proteste donc contre les exclusions prononcées par le Comité Directeur National pour délit d'opinion, et par

ordre;

« Il décide que la Fédération de la Drôme reste au sein du Parti comme autrefois, mais avec la volonté de conserver sa liberté de pensée et de critique. Il se déclare discipliné à l'égard des décisions prises dans les Congrès, mais non passif en face de l'arbitraire de quelques hommes outrepassant leur pouvoir;

- « Le Comité Directeur Fédéral demande au Comité Directeur National d'insister auprès de l'Exécutif de la Troisième Internationale pour que soit reconnue aux Sections Nationales la latitude de régler leur organisation et leur action particulière selon leur tempérament propre et leur situation politique intérieure, leur faisant obligation seulement de se conformer aux décisions prises dans les Congrès internationaux ;
- « Le Comité Directeur Fédéral décide qu'un Congrès sera convoqué quellques jours après la réunion du Congrès communiste mondial de novembre-décembre ;
- « Il affirme sa volonté de maintenir l'unité au sein de la Fédération. Il compte sur le dévouement de tous les secrétaires de section et de tous les militants pour l'aider dans cette tâche, et proclame que le devoir de tous est de rester au Parti et de se conformer aux décisions des Congrès. »

FEDERATION D'EURE-ET-LOIR

- « Les communistes d'Eure-et-Loir, représentant dix sections de la Fédération, réunis à Chartres, le 29 octobre 1922, salle de « La Prolétarienne » :
- « Après avoir entendu le camarade Duval et la citoyenne Renée Founard, délégués titulaire et suppléant de la Fédération au Congrès National, ainsi que la citoyenne Fernande Founard et les camarades Fourmi et Courtois Raoul, dans leur compte rendu du Congrès de Paris ;
- « Proclament leur ardente sympathie et leur grande admiration pour le peuple russe et leur

attachement à la Troisième Internationale, fille de la Révolution ouvrière et paysanne de Russie ;

- « Déclarent vouloir rester membres du Parti communiste français, affilié à l'Internationalle de Moscou et être prêts à se conformer à toutes les décisions du 4° Congrès mondial, tout spécialement en ce qui concerne la crise que subit actuellement le Parti français, ainsi qu'au sujet de la composition de son Comité Directeur et des autres postes respensables, tels qu'ils ont été désignés au Congrès National de Paris ;
- « Affirment leur profond désir d'unité dans le Parti. Mais reconnaissant qu'une discipline sévère basée sur les 21 conditions, est la condition essentielle de la force du communisme à travers le monde entier, les communistes d'Eure-et-Loir réclament de tous les militants une même pensée franche de discipline, discipline d'autant plus rigide et contrôlée qu'ils occuperont des postes plus élevés de direction dans le Parti;
- « Les communistes d'Eure-et-Loir confiants dans la sagesse politique de l'Internationale, attendent sans impatience le dénouement favorable de la crise grave que traverse le Parti ; ils se séparent en espérant que la pensée profonde de la révolution qui vient saura rapprocher et unir en un seul faisceau puissant toutes les forces révolutionnaires dans le Parti communiste. »

SECTION DE CARMAUX

- « Le groupe Raymond Lefebvre, réuni le dimanche 22 octobre, profondément attristé par les scènes pénibles qui se sont déroulées au Congrès de Paris et que les comptes rendus dans l'Humanité ont montré publiquement ; regrette que des discussions pareilles aient vu le jour ; espère que le Parti se ressaisira immédiatement, que toutes les sections feront entendre de suite leur voix, à seule fin de mettre un terme à toutes ces querelles de personnes qui dans un Parti comme le nôtre ne devraient pas exister et clameront bien haut leur volonté de voir notre grand Parti vivant et prospère ;
- « Demande avant de prendre une résolution ferme au sujet de l'attitude du nouveau Comité Directeur — au délégué fédéral audit Congrès de venir au plus tôt en faire un compte rendu détaillé devant toutes les sections du canton. »

SECTION DE GARDANNE

« A l'issue du Congrès de Paris et devant ses surprenants résultats, la section renouvelle son attachement au communisme, aux camarades Russes, à la révolution par l'organisation prolétarienne de la violence.»

SECTION DE BOURGES

« La section communiste de Bourges, réunie en séance ordinaire à la Maison du Peuple, le 28 octobre 1922, après avoir entendu les exposés des camarades Guillot et Maurice Boin, délégués au Congrès National du Parti ;

« Fait confiance à la direction du Parti pour réaliser le plus rapidement possible, et en dehors de tout esprit de tendance, la pratique d'un programme d'action révolutionnaire en France;

« Affirme son inébranlable solidarité avec

l'Internationale communiste;

« Espère que le 4° Congrès mondial, ne se laissant influencer par aucune considération de secte ou de personne, laissera aux Congrès nationaux du Parti le soin de nommer en toute souveraineté aux organismes directeurs les hommes dont le talent, la popularité et la fidélité éprouvée sont la garantie d'une action véritablement efficace et féconde. »

SECTION DE VILLENEUVE-St-GEORGES

- « La section de Villeneuve-St-Georges, réunie en assemblée générale, après avoir entendu le compte rendu d'un délégué au Congrès National, et divers orateurs ; écœurée de la tenue immorale de ce Congrès ;
- « Réprouve les manœuvres qui se sont produites et qui jettent un discrédit sur le Parti tout entier ;
- « Demande au Comité Directeur de sévir contre tous les auteurs de critiques, contre les membres du Parti ; et de maintenir la discipline à tous les membres quels qu'ils soient, y compris le Comité Directeur. »

SECTION DE REIMS

- « Les membres de la section rémoise du Parti communiste S.F.I.C., après avoir entendu dans leur rapport les camarades délégués au Congrès, déplorent le désordre et le mauvais esprit qui ont régné trop généralement ainsi que les incidents qui se sont produits dans ce Congrès. Néanmoins, fidèles au Parti et à l'Internationale Communiste, ils demandent à tous les camarades de la section française d'unir tous leurs efforts au-dessus des tendances et des personnes pour la lutte contre le capital et se promettent de leur côté de mener intensément la propagande pour la transformation sociale dans le communisme ;
- « Vive le Communisme ! Vive la 3° Internationale ! Vive la Révolution Russe ! »

SECTION DE ROCHEFORT-SUR-MER

- « Le Parti communiste, groupement des affinités révolutionnaires, œuvrant en raison des principes de lutte de classes et dans le plan de l'I. C., se doit de conserver une unité totale et sans réserve indispensable à l'œuvre de libération qu'il a entreprise ;
- « Les éléments qui, bien que dans son sein, se trouvent en opposition avec les doctrines et la tactique établies au cours des Congrès nationaux et internationaux n'ont pas de place dans le Parti ; mais tous ceux qui se réclament desdits principes et qui affirment sincèrement

leur dévouement à l'I. C. ne peuvent logiquement se trouver divisés :

« Il importe, pour la vie même du Parti, que la confusion qui a régné au cours du Congrès de Paris, cesse au plus tôt ;

- « La section de Rochefort ne veut connaître dans le Parti ni gauche, ni centre et conséquemment s'élève contre des classifications qui servent, peut-être, à hisser des personnalités aux postes centraux du Parti mais qui ne peuvent que desservir celui-ci;
- « La section réprouve hautement tous ceux qui, quelque situation qu'ils occupent, font œuvre de partisans et font du Parti la proie de divisions préjudiciables à son ensemble;
- « Elle estime que de telles mœurs doivent cesser et pour son compte ne permettra pas une division dans son sein résultant d'une répercussion des résultats du Congrès de Paris;
- « Unie de la façon la plus étroite, elle entend le rester et résistera à toute tentative capable de porter atteinte à son unité;
- « Elle s'abstiendra également de prendre position dans tous les conflits existant entre le centre et la gauche qui en réalité ne sont que les conflits d'hommes s'intitulant centristes et d'hommes se classant arbitrairement à gau-

SECTION DE BORMES

« La section de Bormes réunie le 23 octobre 1922

« Tristement émue devant les passions, les divisions et les divergences de tendances qui se sont manifestées dans les débats et dans les décisions du Congrès National de Paris

« Constatent avec peine le désaccord d'un certain nombre de nos camarades de la section française avec l'Exécutif;

« Considérant que les résultats du Congrès National par leur confusion peuvent prêter à des appréciations en antinomie les unes des autres

« A l'unanimité :

« Affirme une fois de plus ses sentiments d'unité et de discipline Communiste Interna-

« Exprime, en solidarité étroite avec la motion dite « de gauche » présentée par le camarade Tommasi, sa volonté de s'en référer à l'arbitrage du 4º Congrès mondial;

« Renouvelle solennellement, en harmonie complète avec la proposition Heine, son acceptation integrale sans exception ni reserve des vingt et une conditions, bases du Communisme International;

« En réclame :

« — Une nouvelle publication urgente dans la presse communiste;

« — L'impression sur les cartes du Parti de 1923 :

« — L'application immédiate ;

« Décide d'autre part de communiquer la teneur des résolutions ci-dessus à tous les militants communistes:

« Vive l'Internationale Communiste! « Vive la Révolution prolétarienne mondiale!»

SECTION DE MACON

La section de Mâcon a adressé les résolutions suivantes:

« 1º Le groupe communiste de Mâcon réuni en assemblée générale le 29 octobre 1922, déclare approuver pleinement les décisions du Comité Directeur du Parti au sujet des exclusions de Brizon, H. Sellier, Barabant, Ronin et Vacher (moins une voix)

« 2º Le groupe communiste de Mâcon proteste énergiquement contre toutes les polémiques de personnes, engagées au sein du Parti communiste dont le Congrès National nous a

donné un triste spectacle;

« 3° Le groupe communiste de Mâcon exprime le ferme désir de rester à la 3º Internationale et fait conflance à la Révolution Russe. »

SECTION DU PRE-St-GERVAIS

Se plaçant sur le terrain de l'unité révolutionnaire aussi bien que sur celui de la pensée et de l'action communistes, la Section du Pré-Saint-Gervains, à la suite des incidents qui ont marqué le récent Congrès de Paris, estime nécessaire d'en appeler au Comité Directeur pour poursuivre la fusion des diverses tendances du Parti autour des engagements ci-après qui découlent d'un minimum de discipline et de volontés communistes :

« 1º Acceptation loyale de la tactique du front unique, votée par la majorité du Congrès et réserve faite des possibilités et des moyens d'application dans le pays (voir thèses de la

III^e et Lénine)

- « 2º Acceptation d'ane politique de fermeté et d'énergie réalisatrice pouvant et devant se tourner au besoin contre ceux qui s'écartent des directives de l'Internationale, soit par des hésitations et des tergiversations inopportunes, soit par des déclarations imprégnées de démocratisme anachronique; soit par le tort qu'ils causent au Parti par une attitude personnelle répréhensible, soit par indiscipline proprement dite:
- « 3º Acceptation des décisions de l'Exécutif concernant les minorités, celles-ci devant conserver expressément leur droit de discussion, de contrôle et de représentation dans les sections;
- « 4º Acceptation sans réserves du mode de fonctionnement du Parti;

« 5° Observation de l'autonomie syndicale rigoureuse;

« La section du Pré-St-Gervais émue et attristée des déchirements internes qui meurtrissent et épuisent le Parti, croit possible, malgré tout, que l'unité communiste puisse se réaliser entre militants sincères, dégagés des survivances de l'ancien Parti et placés au-dessus de toutes préoccupations personnelles

« Elle demande donc instamment à tous ses

militants de se plier loyalement aux engagements précités, de manière à faciliter ainsi la. tâche du IVe Congrès mondial, et à donner en même temps au Parti le regain de vitalité qui lui permettra de traverser victorieusement la crise dangereuse actuelle ; « En tout état de cause, la Section du Pré-

St-Gervais dans son unanimité, restera fidèle à la Révolution Russe et à la IIIº Internationale.

N. B. - Les ordres du jour que nous adressent les fédérations et les sections seront désormais, en raison de leur nombre, succinctement résumés et non plus publié intégralement.

Les leçons du Congrès de Paris

Il semble, aujourd'hui, que notre parti, tel un navire en perdition, craque de toutes parts. Ce danger, hélas ! n'est que trop réel. Mais, pour grave qu'il soit, l'irréparable ne s'est pas encore accompli. Les déchirures et les voies d'eau peuvent être inasquées, réparées ; le sang-froid et le courage de l'équipage peuvent détourner le navire des récifs sur lesquels il risque de se briser. Mais pour cela, il n'y a pas une minute à perdre il n'y a plus une fausse manœuvre à commettre! Naviguant entre deux écueils aussi dangereux l'un que l'autre : rupture avec l'Internationale, ou scission dans le parti, notre parti est perdu si tout l'équipage — si tous les membres du parti plaçant, devant le danger, l'intérêt supérieur du parti au-dessus de l'intérêt de leurs fractions d'hier, ne viennent sur le pont unir leurs efforts dans la manœuvre destinée à nous sortir de la passe dangereuse.

Telle est, en gros, la situation actuelle aux yeux de tous ceux qui, répudiant la factique de l'autruche, ne veulent pas se dissimuler le danger. Mais, pour réaliser la manœuvre du sauvetage, il est nécessaire de se rendre compte plus exactement de la situation du parti ; il faut rechercher quelles sont les fautes qui l'ont jeté dans cette impasse, quels sont les responsables de ces fautes.

Ce qui ressort de la façon la plus indiscutable des débats de ce congrès lamentable, c'est l'échec irrémédiable de la tactique du Comité Exécutif de l'Internationale en ce qui concerne la situation de la section française. Il n'y a dans cette constatation, j'imagine, aucune acte d'indiscipline. Si quelqu'un, ou quelque chose, a été indiscipliné, ce sont les événements eux-mêmes qui ne se sont pas pliés aux prévisions de l'Executif. Cette erreur, en ce qui concerne la question française, ne diminue d'ailleurs en rien le prestige et l'autorité de nos camarades du C. E.: ils ont montré assez souvent qu'ils savaient modifier leur tactique lorsque les événements ne se déroulaient pas suivant leurs prévisions.

Quelles ont été ici les erreurs de l'Exécutif? 1º L'Exécutif a paru considérer la tactique du front unique comme la pierre de touche qui allait séparer les éléments révolutionnaires des éléments opportunistes du parti. C'élait là une erreur indiscutable que nous avons dénoncée nousmêmes chaque fois qu'il nous était possible de le faire. Représenter comme de l'opportunisme l'opposition des syndicalistes révolutionnaires du parti et du groupe Dondicol-Renoult-Duret à la tactique du front unique, tandis que tous ceux qui voyaient dans la tactique du F. U. des possibilités de cuisine électorale devenaient de bons révolutionnaires, c'était un non-sens qui n'a eu pour conséquence que d'accroître la confusion des groupes et des tendances au sein du parti.

C'est de la même erreur que provient la classification arbitraire des tendances en droite, gauche, centre, etc... Le développement de la politique de chaque tendance a déjà montré quel cas pouvait faire de cette classification.

2º Le mot d'ordre de l'union du « centre » et de la « gauche » n'a pas eu non plus la chance de se voir sanctionner par le développement des faits. Qu'on ne vienne pas dire que la rupture de l'alliance incombe aux hommes de l'une ou l'autre fraction ! La rupture, elle était inhérente aux conditions dans lesquelles s'est formée cette union. Elle était certaine, plusieurs semaines avant le congrès, pour ceux qui connaissaient bien et les hommes et les chefs des deux fractions. La seule question qui se posait encore était celle-ci la rupture se ferait-elle avant le congrès, pendant le congrès, ou au lendemain du congrès

Mais pourquoi, direz-vous, cette rupture était-elle inévitable ? pour plusieurs raisons, dont la plus importante est la suivante : parce que l'union directe du centre et de la gauche qui (dans l'esprit de l'Exécutif de l'I. C., j'imagine) devait être la fusion intime des deux courants, centre et gauche de l'Acceptance des militaries de l'acceptance des militaries des deux courants, centre et gauche des militaries de l'acceptance de l'a che, des masses des militants des deux fractions, n'a été qu'un pacte, un marché, conclu entre les chefs des deux fractions. Marché où chacune des deux fractions voulait — le mot n'est pas de moi — « rouler, » l'autre. Mon ami Duret l'a dit excellemment au congrès : l'union du centre et de la gauche, union de chefs par en haut, union non comprise des masses, ne pouvait aboutir qu'à la rupture. Ajoutons que cette atmosphère devait fatalement accuser la méfiance réciproque des hommes du centre et de la gauche.

Tels sont, à mon avis, les points sur lesquels la tatique de l'Exécutif s'est trouvée en défaut. La question du F. U. ne pouvait être la ligne de démarcation entre les opportunistes et les éléments révolutionnaires. L'union du centre et de la gauche, telle qu'elle devait fatalement se réaliser porfait le germe de la rupture et de liger liser, portait le germe de la rupture et de l'ag-gravation de la crise.

Quelles ont été, de leur coté, les responsabilités des diverses fractions, et, en particulier, celles du centre et de la gauche ?

La gauche porte incontestablement une grosse part de la responsabilité de la crise. Cette tendance était celle qui se proclamait la véritable représentante de l'Înternationale. Elle a repris et défendu, en ce qui concerne la question française, les mots d'ordre du C. E., et a commis, par conséquent, les mêmes erreurs. Mais à ceci, elle a ajouté les actes de ses hommes ; elle a eu, au sein du parti, une action parficulière, ne consistant pas seulement en la défense de certaines idées politiques, mais en actes qui ont créé, peu à peu, dans le parti une atmosphère terrible : une atmosphère de scission. C'est Souvarine qui parlait « d'un nouveau congres de Tours » ; c'était, à ma section (5°), dès juillet dernier, des camarades de la gauche qui, sans être désavoués par des chefs incontestés de la gauche comme Dunois, déclaraient à Duret et à moi « qu'entre eux et nous il n'y avait rien de commun, qu'entre eux et nous, ce serait désormais une lutte à mort!» ; ce sent les hommes de la gauche qui, à la Fédération de la Seine, appuyés il est vrai par les représentants du centre, ont refusé la collaboration de la tendance Renoult, qui représentait pourtant plus du tiers de la fédération. N'allez pas croire que c'est là le fait de quelques excités de la tendance de gauche ; c'était bien là l'aspect général que les actes, les méthodes de discussion des militants de la gauche, donnaient à leur politique. Le résultat ne peuvait être que la rupture ; l'aboutissant, c'est la publication du malheureux Bulletin Communiste International.

Ajoutez à cela l'incapacité de la gauche à se donner une expression doctrinale ; la gauche ne s'est exprimée au congrès que par deux discours : ceux de Souvarine et de Vaillant-Couturier. Où sont le pregramme, les "idées de la gauche, dans ces discours ? Rappelez-vous encore l'erreur fantastique de la gauche qui a toujours voulu créer artificiellement un parti idéologiquement pur, oubliant en cela l'enseignement fondamental du parli bolchevik et du parti allemand, à savoir qu'un parti communiste ne se développe réellement que dans la lutte. Rappelez-vous enfin quelles ont été les méthodes de travail de la gauche, avec quels arguments elle a défendu som point de vue : au lieu de travailler à l'éducation révolutionnaire des militants et des masses, la gauche a toujours cherché à atteindre son but par le travail dans les comités, le travail par en haut ; son argument principal a été, et est teujours « la disciptine » ; il fut souvent, pour de nombreuses sections et fédérations, le seul argument des défenseurs de la gauche!

Il nous est donc permis de conclure que la gauche s'est, en réalité, montrée incapable de comprendre le sens profond de la politique de l'Exécutif. La gauche a peut-être une bonne volonté que je ne veux pas mettre en doute; mais elle a accumulé tant de maladresses, de fausses manœuvres, elle s'est montrée si peu capable d'être la fraction animatrice d'un grand parti de masses, qu'il n'est pas possible que la 3º Internationale continue dans ce pays à se faire représenter exclusivement par cette fraction et à s'appuyer sur elle

Le centre n'a pas des responsabilités moindres. Et d'abord, qu'est-ce que le centre ? Le centre ?... Nous y distinguons tout de suite deux éléments : d'un côté, l'état-major responsable de la politique du centre ; de l'autre côté, les masses qui ont donné aujourd'hui leur confiance aux hommes du centre. Si l'on peut croire que, dans une certaine mesure, les masses qui suivent la gauche, il n'en est pas de même en ce qui concerne le centre. Les masses qui suivent le centre, ce

sont les ind/ les majoritaires ts. quand mêm he comprehant rien à la crisc de la loi du moindre effort, ont renouvelé leur confiance à la direction d'hier. Quant à l'état-major du centre, il se compose d'hommes qui, il y a trois mois, en opposi-tion « politique » sur la question du front uni-que par exemple, avec la gauche, se sont trouvés hier complètement d'accord politiquement avec elle, pour être de nouveau, aujourd'hui, en désac-cord avec la gauche, tant au point de vue de la répartition des postes responsables dans le parti qu'au point de vue politique. Le centre, au point de vue idéologique, c'est tout et rien. C'est une réunion d'hommes, de pensées et d'évolutions difreunion d'hommes, de pensees et d'évolutions différentes, sinon opposées. C'est aussi un groupement dont la pensée est insaisissable, tellement elle est instable, fuyante et diverse. C'est celle de Frossard qui oppose l'intérêt du parti français à celui de l'Internationale; et c'est en même temps celle de Vergui et terrieure. cals a ceiu de l'internationale; et c'est en même temps celle de Ker qui a toujours, que je sache, été de ceux pensant que c'étaient là deux intérêts ne peuvant s'opposer. Il n'y a peut-être qu'un aspect de la pensée du centre qui soit parfaitement défini et net. Le centre, c'est le prolongement d'hier. Le centre, c'est la fraction qui rense que l'action du parti, depuis Tours et Marseille, a été ce qu'elle devait être : aussi a ten la droit a été ce qu'elle devait être ; aussi a-t-on le droit de douter, sans mettre cependant en question la bonne volonté des chefs de cette fraction, que le centre scit capable de renouveler l'action du parti, de l'intensifier, en un mot de transformer ce parti, encore imbu des survivances de l'ancien perti socialiste, en un vrai parti communiste révolutionnaire.

Le centre est, pour une large part, responsable de la crise actuelle : comme la gauche, il n'a pas voulu la vraie fusion du centre et de la gauche ; il n'a rien fait non plus pour dissiper la confusion idéologique qui régnait dans le parti. Une de ses erreurs a été de croire que l'on peut souscrire à la politique de la gauche sans en avoir discuté avec elle les modalités d'application. Son erreur, cela a été sa faiblesse constante vis-à-vis de la gauche. Au lieu de chercher à réscudre les question en essayant de démontrer la justesse de son point de vue, le centre cherchait à « gagner du temps » par des concessions apparentes. Tactique de faiblesse qui n'a fait qu'exciter l'impatience et les exigences de la gauche, et qui a été, par suite, une des causes de la rupture entre le centre et la gauche.

Telles sont, tracées à grands traits, les responsabilités de la crise. Ma tendance (Dondicol-Renoult) a peut-être les siennes : vous souffrirez que je ne fasse pas ici de mea culpa, et que je laisse à nos adversaires le scin de les mettre en lumière.

Ceci posé, avant de dire quelle est, à mon avis, la tâche qui s'impose à tous ceux qui veulent travailler au salut du parti français, il y a un aspect nouveau de la situation qu'il importe de signaler.

nouveau de la situation qu'il importe de signaler.

Le délégué de l'Exécutif, Manouilsky, a parlé
d'un Livourne français à propos de la rupture
du centre et de la gauche sur la question des places. Encore que l'assimilation entre la rupture des
deux fractions françaises et celle qui se produisit
entre Serrati et les communistes italiens, pour des
raisons qu'il est inutile de rappeler ici, soit piutôt
difficile, il n'en est pas moins vrai que la seule
évocation d'un Livourne français a eu un résultat analogue à celui obtenu par l'évocation du
« nouveau congrès de Tours ». L'appel à un « nou-

veau congrès de Tou ans le parti, on d'un Liune atmosphère de s vourne français va p tmosphère de rupture avec l'Internationale Communiste. Dans une telle atmosphère, les différences de points de vue vont devenir des oppositions irréductibles. Les résistances inavouées vont se proclamer. Jeter un tel mot, dans un tel moment, dans une telle crise, cela a été, selon le mot d'un de mes amis, « jeter de l'huile sur le feu quand c'est le parti qui flambe »!

Voilà quel a été l'aboutissant de la politique des fractions du centre et de la gauche depuis plusieurs mois : créer au sein du parti une atmopiusieurs mois ; creer au sein du parti une atmosphère de rupture avec l'Internationale Communiste, et de scission. Car l'une n'ira pas sans l'autre ; ce sont deux phénomènes indissolublement liés ; qui dit rupture, dit scission ; qui dit scission — que ce soit la gauche ou le centre qui la fasse — dit rupture entre l'Internationale Communiste et la majorité du parti.

Et, de plus, un troisième écueil se dresse, qui menace bientôt de barrer la route au développement du parti : rupture avec la C.G.T.U., relachement encore plus grand des vapports entre le parti et les masses si la rupture avec la C.G.T U.

se consommait.

La tâche des militants qui ont à cœur de sauver le parti, est nettement tracée par l'examen même de la situation. Il est hors de doute qu'il n'y a pas de place, à l'heure actuelle, pour un parti révolutionnaire en dehors de l'Internationale Communiste : c'est là une vérité fondamentale dont il faut que tous se pénètrent : on est avec l'Internationale Communiste ou contre elle ; on est avec la Révolution ou contre elle ; il n'y a pas de moyen terme.

Les mots d'ordre des militants qui poursuivront la lutte dans toutes les sections, lans toutes les fédérations, sont donc clairs :

Pour l'unité du parti au sein de l'Internationale

Communiste!

Contre toute politique de rupture avec la C. G.

Contre toute politique de rupture avec l'Interna-tionale Communiste!

Dégager les responsabilités de la crise, les le-

cons du congrès, montrer les écuells ou l'en risque de jeter le parti si les masses n'y prennent garde, tel est le devoir de ceux qui placent l'inté-rêt du parti au-dessus de l'intérêt de leur fraction d'hier

La tâche sera difficile. Les états-majors du centre et de la gauche ne semblent pas disposés à reconnaître leurs fautes. C'est à nous à les leur montrer, et à les empêcher d'y persévérer.

Le congrès de Paris a eu encore un autre en-seignement. Il a montré clairement qu'aucune des fractions du parti ne pouvait raisonnablement pré-tendre à elle seule assumer les charges de la direction du parti. Cette constatation nous amènerait à rechercher les solutions possibles a la crise actuelle. Dire celles que nous entrevoyons sera

Pour le mement, avant le quatrième congrès de l'Internationale Communiste, avant d'en connattre les décisions, sans rien faire qui puisse entraver le travail maieriel du Comulé Directeur actual maieriel de conficient de la farra de la tuel, pour maintenir la cohésion et la force de combat du parti, il y a assez de travaux pour ceux qui voudront, avec nous, épargner au parti le désastre d'une rupture avec l'Internationale Communiste ou celui d'une scission criminelle.

TRIBUNE LIBRE

Au milieu des Passions

Mes anciens camarades du Comité de rédaction de la Vie Ouvrière viennent d'informer leurs lecteurs qu'ils se sont trouvés dans l'obligation de se séparer de moi à la suite de l'article « Trahison et Rupture », publié dans le dit journal au tendemain du Congrès du Parti.

Par cet article, la Vie Ouvrière aurait été, malgré son Comité de Rédaction, entraînée à prendre position dans une bataille qu'elle n'avait qu'à enregistrer objectivement (1)

Je prétends que mon article n'a pas engagé le Comité de Rédaction de la V. O., mais moi seul. Lorsque Monmousseau écrivit, il y a trois mois, avec la passion (!) qu'on lui connaît, de véhéments articles contre le front unique qu'il défend aussi passionnément aujourd'hui, le Comité de Rédaction, la Vie Ouvrière prenaient-ils position? Heureusement que non!

Dans sa tour d'ivoire, dégagé de contingen-

ces, seul le sage peut prétendre enregistrer objectivement. Ce n'est pas le cas de mes contradicteurs. Leur cas, c'est qu'ils n'osent pas prendre position publiquement, c'est qu'ils ont peur de heurter un courant en majorité, de lui barrer la route, c'est qu'ils se cachent derrière de faciles formules, alors que l'attitude d'un militant ouvrier doit être tout autre.

Est-on objectif lorsque d'autre part on écrit : « Ce qui importe pour nous, c'est que le Parti ne trahisse pas la Révolution Russe » ?

Si cela importe à Monmousseau, pourquoi, puisque lui aussi a assisté à plusieurs séances du Congrès du Parti, ne dit-il pas si la victoire du Centre constitue ou non, selon lui, une trahison de la Révolution Russe?

Monmousseau ne veut pas que l'autonomie syndicale serve de masque aux opportunistes électoraux, aux politiciens réformistes, sous étiquette révolutionnaire. Moi non plus. C'est pourquoi j'ai dénoncé Cachin, Ker, Frossard, Lafont, etc..., qui se servent de l'autonomie syndicale pour dresser leur Parti contre Moscou et pour masquer leur impuissance et leur faillite. Monmousseau pense-t-il autrement sur

⁽¹⁾ C'est sans doute pour cela que la Vie Ouvrière a publié, dans son numéro suivant, un article, pas ob-jectif du tout, du camarade Louzon sur la même question! (Note de l'auteur.)

le compte de Cachin, Ker, Frossard, Lafont,

etc...; etc... ?

Il ne faut pas s'illusionner. Loin de renforcer le Syndicalisme Révolutionnaire, la crise du Parti risque de l'affaiblir sérieusement, d'autant plus sérieusement que les militants du syndicalisme se refusent à prendre position franchement et devant tout le monde. Les militants syndicalistes étaient placés devant l'alternative : j'ai pensé qu'il fallait parler haut et clair, parce que tous nous sommes ou serons dans l'obligation de nous prononcer. Mes ex-camarades de la V.O. n'ont pas pensé ainsi. Ils se sont tus. Ils prétendent continuer. Leur attitude est largement mise à profit par les Cachin, les Ker, les Frossard et autres politiciens. Est-ce cela qu'ils appellent être « audessus des passions » ?

Nous sommes séparés. Autant que Monmousseau, je prétends être fidèle à la résolution de Saint-Etienne que j'ai défendue dans

le Parti.

Mais je me suis souvenu qu'avant Saint-Etienne, Monmousseau n'avait pas de mots assez durs pour qualifier Frossard, qui, par personnages interposés, essayait de dresser pour les besoins de sa politique, le mouvement syndical contre Moscou et je me suis demandé si Monmousseau et ses amis allaient consentir à jouer, sous la même influence le même rôle ici et à Moscou?

C'est toute la question.

Maurice CHAMBELLAND.

DÉCLARATION

Au lendemain du Congrès Communiste de Paris, le désarroi est grand parmi les communistes français, qu'ils soient ou non membres du Parti. Pour tout le monde, le Parti entre en décomposition ; des militants de toutes les fractions l'ont constaté et les journaux bourgeois ont enregistré cette constatation avec une joie bruyante. Le Parti se désagrège, les éléments le constituant se détachent les uns des autres, mais sans se rendre compte des raisons pour lesquelles ils s'éloignent et sans apercevoir la route qui s'ouvre devant chacun d'eux.

Dans ce brouillard d'octobre 1922, nous croyons utile à quelques-uns de faire entendre notre voix. Parmi nous, les uns sont membres du Parti, d'autres ne le sont pas, mais tous nous sommes des Syndicalistes-Révolutionnaires, c'est-à-dire que nous attribuons au Syndicat le rôle essentiel dans la lutte révolutionnaire pour l'émancipation du prolétarlat et que nous donnons au Parti un rôle auxiliaire et

non un rôle directeur.

En prenant la parole nous obéissons à un

double mobile:

1º Nous désirons que le foyer de décomposition n'étende pas ses ravages au mouvement syndical; 2° Nous voulons empêcher que l'on exploite le Syndicalisme Révolutionnaire en faveur d'une tendance du Parti au moment précis où elle tourne le dos à la Révotution.

La rupture qui vient de se produire entre le Centre et la Gauche du Parti Communiste estelle le fait de questions de personnes ? En ce cas elle serait accidentelle et fortuite. Ou bien trahit-elle un état permanent de déséquilibre et devait-elle arriver presque forcément ? Dans le premier cas, elle est guérissable ; dans le second, elle ne peut que devenir plus profonde, et la rupture d'aujourd'hui annonce la scission de demain.

Le Congrès de Marseille de l'an dernier, plus tard le Conseil National, puis le dernier Congrès de Paris sont la pour démontrer que depuis longtemps une crise grave travaille sinon les couches profondes du Parti au moins la croûte des membres influents, qu'ils soient des militants ardents et sincères ou qu'ils soient des élus, des aspirants élus et leur clientèle.

Nous laisserons à la Gauche politique le soin de raconter les diverses phases des discussions et des tractations poursuivies avec 'le Centre à la Commission mixte. Nous n'en connaissons que ce qui a été écrit ou dit publiquement. Mais cela nous suffit largement pour nous permettre de déclarer qu'en cette circonstance le Centre n'a fait semblant de conclure une alliance que pour pouvoir mieux la déchirer. En toutes langues, cela s'appelle une trahison.

La signification exacte de ce Congrès peut difficilement apparaître à ceux qui n'y ont pas assisté et qui n'ont pas constaté par eux-mêmes la frappante insuffisance du sentiment internationaliste chez la plupart de ces délégués à un Congrès communiste, à ceux qui n'ont pas senti quelle hostilité sourde les animait contre Moscou et contre l'idée révolutionnaire.

Ce Congrès marque le triomphe des adversaires de la Révolution. Il n'est pas de déclarations hypocrites capables de donner le change.

Pour nous qui plaçons la Révolution russe au-dessus de tous les différends de tactique et de doctrine, nous estimons que c'est notre devoir de mettre en garde les ouvriers et les vrais révolutionaires qui sont dans le Parti et de leur demander si c'est en faveur de la rupture avec Moscou qu'ils avaient mandaté leurs délégués à ce Congrès.

Tous les courants qui vont vers un même but sont, non pas des concurrents mais des alliés, qu'ils le veuillent ou non, et si l'un d'eux vient à se briser, ses voisins et ses alliés n'en sont pas renforcés mais affaiblis. C'est pourquoi le Syndicalisme Révolutionnaire risque d'être affaibli et non d'être renforcé par la crise du Parti, comme il a été affaibli quand les anarchistes ont ouvert leur campagne vio-

lente contre la dictature du prolétariat et contre les hommes et les méthodes de la Révolution russe.

Aujourd'hui, en la personne du Centre, qui n'est pour une large part qu'une fraction masquée et fardée de la Droite, c'est le vieux Parti qui renaît, qui continue, le Parti de l'impuissance parlementaire et de la faillite démocratique. Ses préoccupations électorales, l'importance qu'il donne aux questions de personnes, la prédominance qu'il accorde aux problèmes nationaux qu'il regarde d'ailleurs par le petit bout de la lorgnette, tout en témoigne.

Avec la Gauche politique et avec Moscou, nous ne sommes point d'accord sur le rôle du syndicalisme. Mais de ce côté les positions sont franches, tandis qu'elles ne le sont pas de l'autre côté. Il ne suffit pas de proclamer la reconnaissance de l'autonomie syndicale pour pratiquer celle-ci. Des exemples trop nombreux ont montré que l'autonomie syndicale organique ne servait souvent de prétexte que pour soumettre en fait les syndicats à l'influence de l'Etat et de groupements de politiciens, comme dans le cas de la rue Lafayette. Il importe que la C. G. T. U. ne tombe plus sous l'influence d'une politique extérieure faite sous le couvert de l'autonomie syndicale et

qu'elle ne laisse pas exploiter certaines de ses préventions légitimes.

Pour conclure, nous demandons aux militants syndicalistes, d'autant plus faciles à abuser qu'ils ne suivent pas de près la vie du Parti, de regarder avec attention et de voir quels sont ceux qui se trouvent dans la bonne

Nous demandons aux cuvriers et aux révolutionnaires qui sont dans le Parti si c'est bien leur pensée qui a été exprimée par leurs délégués au Congrès, ou bien, si, une fois de plus, les hommes qui encadrent le Parti, les anciens et les futurs candidats à quelque mandat électoral, l'ont entraîné, sans qu'il s'en doute ou même en faisant violence à ses sentiments profonds, hors du chemin qui mène à la révolution.

Dans cette dernière hypothèse, la plus vraisemblable d'aisleurs, ils diront avec nous que ce n'est pas l'Exécutif de Moscou seul qui peut créer le véritable Parti Communiste français, mais les ouvriers communistes d'ici restés trop longtemps silencieux dans les rangs du Parti.

PIERRE MONATTE, R. LOUZON, M. CHAMBELLAND, F. CHARBIT, L. CLAVEL, Y. ORLIANGES.

Statuts de 1' Internationale Communiste

Tout cela considéré, l'Internationale Communiste adopte les statuts que voici :

Article 1er. — La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée en vue d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une République Internationale des Soviets, qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.

- Art. 2. La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs adopte le titre d'Internationale Communiste.
- Art. 3. Tous les partis et organisations affiliés à l'Internationale Communiste portent le nom de : Parti Communiste de tel ou tel pays (section de l'Internationale Communiste).
- Art. 4. L'Instance suprème de l'Internationale Communiste n'est autre que le Congrès mondial de tous les partis et organisations qui y sont affiliés. Le Congrès mondial sanctionne les programmes des différents partis qui adhèrent à l'Internationale Communiste. Il examine et résout les questions essentielles de programme et de tactique ayant trait à l'activité de l'Internationale Communiste. Le nombre de voix délibératives qui, dans le Congrès mondial, appartiendront à chaque parti ou organisation, sera fixé par une décision

spéciale du Congrès ; il est, en outre, indispensable de s'efforcer de fixer, le plus tôt possible, les normes de représentation, en se basant sur le nombre effectif des membres de chaque organisation, et en tenant compte de l'influence reclie du Parti.

- Art. 5. Le Congrès international élit un Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, qui devient l'instance suprème de l'Internationale Communiste durant les intervalles qui séparent les sessions du Congrès mondial.
- Art. 6. Le siège du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste est désigné, à chaque nouvelle session, par le Congrès mondial.
- Art. 7. Un Congrès mondial extraordinaire de l'Internationale Communiste peut être convoqué soit par décision du Comité Exécutif soit sur la demande de la moitié du nombre total des Partis affiliés lors du dernier Congrès mondial.
- Art. 8. Le travail principal et la grande responsabilité, au sein du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, incombent principalement au Parti Communiste du pays où le Congrès mondial a fixé le siège du Comité Exécutif. Le Parti Communiste de ce pays fait entrer dans le Comité Exécutif au moins cinq représentants ayant voix délibérative. En cutre, chacun des douze partis communistes les plus importants fait entrer dans le Comité Exécutif un représentant avec voix délibérative. La liste de ces partis est sanctionnée par le Congrès mondial. Les au-

tres partis ou organisations ont le droit de déléguer auprès du Comité des représentants (à raison d'un par organisation) avec voix consultative

- Art. 9. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dirige, dans l'intervalle qui sépare les sessions des Congrès, tous les travaux de l'Internationale Communiste, publie, en quatre langues au moins, un organe central (la revue : l'Internationale Communiste), publie les manifestes qu'il juge indispensables au nom de l'Internationale Communiste et donne à tous les Partis et organisations affiliés des instructions qui ont force de loi. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le droit d'exiger des Partis affiliés que soient exclus tels groupes ou tels individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne ; il peut exiger l'exclusion des Partis qui auraient violé les décisions du Congrès mondial. Ces Partis ont le droit d'en appeler au Congrès mondial. En cas de nécessité le Comité Exécutif organise, dans différents pays, des bureaux auxiliaires techniques et autres qui lui sont entièrement subordonnés.
- Art. 10. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le droit de coopter, en leur accordant voix consultative, les représentants des organisations et des Partis non admis dans l'Internationale Communiste, mais sympathisant avec le communisme.
- Art. 11. Les organes de la presse de tous les Partis et organisations affiliés à l'Internationale Communiste, ou sympathisant avec elle, doivent publier tous les documents officiels de l'Internationale Communiste et de son Comité Exécutif.
- Art. 12. La situation générale en Europe et en Amérique impose aux communistes l'obligation de créer, parallèlement à leurs organisations légales, des organisations secrètes. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le devoir de veiller à l'observation de cet article des
- Art. 13. Il est de règle que toutes les relations politiques présentant une certaine importance entre les différents Partis affiliés à l'Internationale Communiste aient pour intermédiaire le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. En cas de nécessité urgente, ces relations peuvent être directes à la condition que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en soit informé.
- Art. 14. Les Syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et qui forment des groupes internationaux sous le contrôle du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, constituent une section syndicale de l'Internationale Communiste. Les Syndicats communistes envoient leurs représentants au Congrès mondial de l'Internationale Communiste, par l'intermédiaire du Parti Communiste de leur pays. La section syndicale de l'Internationale Communiste delègue un de ses membres auprès du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, où il a voix délibérative. Le Comité Exécutif a le droit de déléguer, auprès de la section syndicale de l'Internationale Communiste, un représentant qui a voix délibérative.
- Art. 15. L'Union Internationale de la Jeunesse Communiste est subordonnée à l'Internationale Communiste à son Comité Exécutif. Elle délègue un représentant de son Comité Exécutif au Comité Exécutif de l'Internationale Commu-

niste, où il a voix délibérative. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a la faculté de déléguer auprès du Comité Exécutif de l'Union de la Jeunesse, un représentant, qui a voix délibérative. Les rapports mutuels qui existent entre l'Union de la Jeunesse et le Parti Communiste, en tant qu'organisations, dans chaque pays, sont basés sur le même principe.

Art. 16. — Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sanctionne la nomination d'un secrétaire du mouvement féminin international et organise une section des Femmes Communistes de l'Internationale.

Art. 17. — Tout membre de l'Internationale Communiste qui se rend d'un pays dans un autre, y est fraternellement accueilli par les membres de la 3° Internationale.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro | 50 centimes

ABONNEMENTS:

trange	
3 35 <u>1</u> 35 3 35))
	, ,

Adresser tout ce qui concerne la Rédaction au camarade E. Soutif, 120, rue Lafayette, et tout ce qui concerne l'Administration à René Ledoux, 142, rue Montmartre, Paris.

VIENT DE PARAITRE :

N. LÉNINE

par G. ZINOVIEV

C'est un discours prononcé par Zinoviev devant les ouvriers de Pétrograd, lors de l'attentat contre le chef de la Révolution russe et de la Révolution mondiale. Pour la première fois, Zinoviev faisait ainsi une biographie exacte de l'illustre révolutionnare, — économiste, philosophe, historien, théoricien, homme d'action. Il était opportun de publier cette brochure au moment où Lénine, guéri du mal qui l'avait momentanément terrassé, fait sa rentrée dans la politique mondiale.

Petite Bibliothèque Communiste

Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris.

Prix: 75 centimes.

Projet de thèses générales sur la question d'Orient

1. Le deuxième Congrès de l'I. C., en partant de l'expérience soviétiste dans les pays d'Orient et du progrès des mouvements révolationnaires nationaux dans les colonies, a indiqué d'une façon générale comment doit être posée la question nationale et coloniale à l'époque du conflit prolongé entre l'impérialisme et la dictature du prolétariat.

Depuis lors, la lutte contre le joug impéria-liste dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, loin de s'affaiblir, n'a fait que s'intensisier par suite de la crise politique et économique toujours plus profonde que subit l'im-périalisme depuis la guerre. Les preuves en sont : 1° la faillite du traité de Sèvres et la restauration de la souveraineté et de l'indépendance nationale de la Turquie ; 2º l'essor des mouvements révolutionnaires nationaux de l'Inde, de la Mésopotamie, de l'Egypte, du Maroc, de la Chine, de la Corée et de la Perse; 3º la crise intérieure insoluble de l'impérialisme japonais, suscitant un rapide progrès des éléments révolutionnaires démocratiques-bourgeois et l'entrée du prolétariat dans et bourgeois et l'entrée du prolétariat dans sa lutte de classes proprement dite ; 4° l'éveil du mouvement ouvrier dans tous les Etats orientaux et la constitution, presque partout, de partis communistes.

2. D'abord, la guerre impérialiste de 1914-18, puis la crise consécutive du capitalisme, en commençant par le capitalisme européen, ont affaibli le joug économique des grandes puis-

sances sur les colonies.

D'autre part, les mêmes raisons qui ont ré-tréci la base économique et la sphère d'influence politique du capitalisme européen ont exaspéré à l'extrême la concurrence impéria-liste pour les colonies, ébranlant ainsi davan-tage encore l'équilibre de tout le système im-périaliste universel (concurrence pour le naphte, conflit anglo-français en Asie Mineure, rivalité japono-américaine pour l'hégémo-nie du Pacifique, etc...)

Cet affaiblissement de l'influence impérialiste sur les colonies a donné lieu, et donne encore lieu à un développement du capitalisme indigène, qui, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, dépasse les bornes étroites et restrictives posées par la domination des grandes puissances impérialisier. Jusqu'à ce jour, le capital des métropoles, défendant son monopole sur les bénéfices de l'exploitation commerciale, industrielle et fiscale des pays retardataires, s'est efforcé de les isoler de la circulation économique mondiale. Les revendica-

tions d'indépendance nationale et économique présentées par les mouvements nationalistes des peuples coloniaux à l'époque actuelle, expriment les aspirations conscientes de l'évolution bourgeoise. Le développement du capitalisme indigène se heurte ainsi, dans un choc inconciliable, aux intérêts de l'impérialisme métropolitain, puisque la nature de l'impéria-lisme consiste à exploiter la différence de ni-veau économique des différentes parties du monde pour en tirer une plus-value monopo-

3. Le caractère retardataire des colonies se marque dans la diversité des mouvements nationalistes et antiimpérialistes qui reflètent les différentes étapes existant depuis le régime féodal et patriarcal jusqu'au capitalisme. Cette diversité impose un cachet original à leur mentalité et lie d'une certaine façon tous les groupements politiques. Le capitalisme colonial naissant et se développant ainsi sur la base féodale dans des formes batardes, incomplètes et intermédiaires, donnant la prédominance au capital commercial, la différenciation entre la démocratie bourgeoise et les éléments de la féodalié bureaucratique ou foncière s'effectue très lentement. C'est là le principal obstacle à une lutte de masse contre le joug impérialiste, car dans tous les pays retardataires, l'impérialisme étranger fait de la bour-geoisie et de la féodalité indigène l'instrument de sa domination (les dou-tsoun ou gouverneurs militaires en Chine, les zemindary et les taloukdar, c est-à-dire l'aristocratie et les fermiers de l'impôt foncier, dans l'Inde, la bureaucratie féodale et l'aristocratie en Perse,

etc., etc...).

Là, seulement où le régime féodal et patriarcal m'est pas encore assez affaibli pour que l'aristocratie indigène se sépare enfièrement des masses populaires, par exemple chez les nomades et semi-nomades, cette aristocratie peut jouer un rôle actif dans la lutte contre l'occupation impérialiste (Mésopotamie, Ma-

Il faut cependant reconnaître que, dans l'ensemble, les mouvements nationalistes n'ob-tiennent le degré voulu de maturité que lorsqu'ils rompent avec les dirigeants réactionnaires féodaux, qui sont les plus portés à s'entendre avec l'impérialisme aux dépens des masses populaires.

L'I. C., se rendant parfaitement compte que la volonté de la nation et son aspiration à l'indépendance nationale peut être exprimée aux

différents stades de l'histoire par des groupements très divers, encourage tous les mouvements de révolution nationale antiimpérialistes. Mais elle ne perd pas de vue que, seule, une ligne révolutionnaire conséquente, tendant à entraîner dans la lutte active les masses elles-mêmes et à rompre absolument avec tous les partisans de l'entente avec l'impérialisme pour le plus grand profit de leur domination de classe, peut conduire les masses opprimées à la victoire. La liaison de la bourgeoisie indigène avec les éléments féodaux réactionnaires permet à l'impérialisme d'exploiter largement l'anarchie féodale, la rivalité des divers individus, clans et races, l'antagonisme entre les villes et les campagnes, le conflit entre les castes et les sectes religieuses pour désorganiser ainsi les mouvements nationaux (Chine, Perse, Kurdistan, Mésopotamie, etc., etc...).

4. Dans la plupart des Etats orientaux (Perse, Inde, Egypte, Syrie, Mésopotamie), la question agraire a une importance de premier ordre pour le développement et l'issue de la lutte libératrice confre le despotisme des grandes puissances. En expropriant et en ruinant la majorité paysanne des peuples retardataires, l'impérialisme prive ces masses paysannes des plus élémentaires moyens d'existence, tandis que l'industrie, faiblement développée, dispersée dans quelques centres de communication de chaque pays, est incapable d'absorber le surplus de la population rurale, qui, en outre, ne peut pas émigrer. Les paysans, attaches à la terre, se changent ainsi en serfs. Si, dans les pays développés, les crises industrielles servaient avant la guerre de régulateurs à la production sociale, dans les colonies, le même rôle est joué par les famines. Dans les pays retardataires, l'impérialisme soutient aussi longtemps que possible les for-mes féodales et usuraires de l'exploitation de la main-d'œuvre, car il est essentiellement interesse a toucher le maximum de profit avec le minimum de capital dépensé. Dans certains pays, comme l'Inde, il succède à l'Etat féodai maigene, comme propriétaire du sol et change le tribut agraire en redevance versée au capital métropolitain et à ses employes, les zemindar et les taloukdar, dans d'autres il préleve la rente agraire par l'intermédiaire de la grande féodalité foncière indigène, comme en Perse, en Egypte et au Maroc. Ainsi la campagne pour affranchir le sol des tributs et des cloisons de la féodalité prend un caractère de lutte libératrice de la nation contre l'impérialisme et la grande propriété foncière (ainsi l'insurrection des mopla contre les ze-mindar et les Anglais dans l'Inde, dans l'automne de 1921, l'insurrection des Sikh en 1922 contre le tribut agraire). Seule, une révolution agraine se proposant l'expropriation de la grande propriété peut soulever les masses paysannes, facteur prépondérant dans la lutte contre l'impérialisme. La crainte que manifestent les nationalistes bourgeois (Inde, Perse, Egypte) devant les revendications agraires et les amputations de toutes sortes qu'ils essayent de faire subir à ces revendications témoignent du lien étroit existant entre la bourgeoisie indigène et la grosse propriété foncière féodale ou semi-féodale ainsi que de la dépendance morale et politique de la bourgeoisie par rapport à cette dernière. Ces hésitations doivent être utilisées par tous les éléments révolutionnaires pour faire une critique systématique des demi-mesures proposées par les dirigeants bourgeois des mouvements nationalistes. En effet, ces demi-mesures entravent l'organisation et le groupement des masses laborieuses : la faillite de la tactique de noncoopération dans l'Inde en est la preuve.

5. Le jeune mouvement ouvrier des pays d'Orient est un produit du développement du capitalisme indigène. Jusqu'aujourd'hui encore, la classe ouvrière de ces pays, même dans son noyau principal, est en état de transition entre le petit atelier corporatif et la grande fabrique capitaliste. Mais les intellectuels bourgeois nationalistes l'entraînent dans mouvement révolutionnaire antiimpérialiste et se mettent à la tête de ces groupements professionnels embryonnaires et de toutes ces manifestations. D'abord, ces manifestations ne dépassent pas les intérêts « nationaux » de la démocratie bourgeoise (grèves contre la bureaucratie et l'administration impérialisen Chine et dans l'Inde). Comme le 2º Congrès de l'I. C. l'a déjà indiqué, les nationalistes bourgeois, exploitent l'autorité po-litique et morale de la Russie Soviétiste et flatfant l'instinct de classe des ouvriers revêtent leurs aspirations démocratiques bourgeoises d'un manteau « socialiste » ou « communiste », afin de détourner, inconsciemment, parfois, les premiers embryons d'organisations prolétariennes de leur but direct (le panturquisme coloré à la manière communiste, le « socialisme des Guildes » prêché par le Parti kuo-min-tan en Chine, etc...).

Malgré cela, le mouvement professionnel et politique de la classe ouvrière dans les pays retardataires a fait d'immenses progrès dans ces dernières années. Dans presque tous les Etats orientaux, la constitution de partis prolétariens indépendants est un fait indéniable. quoique la grande majorité de ces partis ait encore besoin d'un grand travail intérieur pour se libérer de l'esprit de cercle et autres défauts semblables qui sont les maladies infantiles du mouvement ouvrier dans ces pays. L'I. C. a joué le rôle d'accoucheur du mouvement ouvrier en Orient : c'est là un fait d'une importance colossale, reflétant la sofidarité universelle des prolétaires sous l'étendard du communisme. Jusqu'à présent, les Internationales deux et deux et demie n'ont jamais pu trouver de partisans dans aucun des pays retardataires parce qu'elles jouent le rôle de

suppôts de l'impérialisme européen ou américain.

Tandis que les nationalistes bourgeois considérent le mouvement ouvrier du point de vue des services qu'il leur rend pour remporter la victoire, le prolétariat international le considère du point de vue de son avenir révolutionnaire. Sous le capitalisme, les pays arriérés ne peuvent bénéficier des conquêtes de la technique et de la civilisation modernes qu'en versant un énorme tribut sous la forme d'une exploitation et d'un asservissement barbares par le capital des grandes puissances. L'alliance de ces pays avec le prolétariat des pays avancés leur est commandée non seulement par les intérêts de la lutte commune contre l'impérialisme mais aussi parce que le prolétariat européen vainqueur leur accordera une aide désintéressée dans le développement de leurs industries arriérées. L'alliance avec le prolétariat fraye la voie à la Fédération Internationale des Républiques Soviétistes. Le régime* des Soviets est pour les pays arriérés la forme la moins douloureuse du passage des conditions d'existence barbares et primitives à la culture supérieure du communisme ; celleci est appelée à remplacer dans l'économie mondiale le mode capitaliste de production et de répartition. L'expérience de la création soviétiste en Orient en témoigne. Seule, la forme soviétiste d'administration est en état de garantir, l'achèvement progressif de la révolution paysanne agraire. Les conditions spécifiques de l'économie rurale dans une certaine partie des pays d'Orient (irrigation artificielle) s'appuyaient dans le passé sur une organisation particulière, une collaboration collective à base patriarcale et féodale ; ces conditions ébranlées par l'avidité capitaliste exigent, elles aussi, une organisation d'Etat d'un type qui la rendrait capable de satisfaire les besoins sociaux systématiquement et d'une manière organisée.

Etant donné les conditions spéciales climatériques, historiques et sociales, les coopératives des petits producteurs sont appelées en général en Orient à jouer un rôle important pendant la période transitoire. Les problèmes objectifs de la révolution dépassent les limites de la démocratie bourgeoise déjà par le fait seul que la victoire définitive de cette révolu-tion est incompatible avec la domination de l'impérialisme mondial. En même temps, il y a lieu de signaler que si, tout d'abord, la bour-geoisie indigène et les intellectuels bourgeois agissent en éclaireurs dans les mouvements révolutionnaires coloniaux, au fur et à mesure que les masses prolétariennes et semi-prolétariennes paysannes sont entraînées dans ce mouvement, les éléments gros-bourgeois et bourgeois agraires s'en vont ; cela se passe pour autant qu'apparaissent au premier plan les intérêts sociaux des couches inférieures de la population. Le jeune prolétariat des colonies devra conduire une longue lutte pendant toute une époque historique ; ce sera la lutte contre ses classes dirigeantes qui tendent à monopofiser par leur domination tous les avantages du développement industriel et culturel; elles cherchent à conserver les grandes masses laborieuses dans leur état primitif (préfisiorique).

Cette lutte pour l'influence dans les masses paysannes doit préparer le prolétariat indigène à son rôle de chef politique. Ce n'est qu'après avoir réalisé ce travail préalable sur lui-même et sur les couches sociales dont il est rapproché qu'il sera capable de commencer le duel avec la démocratie bourgeoise qui a un caractère encore plus hypocrite, qui s'appuie encore plus sur des formalités dans les conditions de l'Orient arriéré qu'elle ne le fait en Occident.

SAFAROV, membre du Comité Exécutif de l'Internationale (A suivre)

VIENT DE PARAITRE :

RENÉ MARCHAND

LA CONDAMNATION D'UN RÉGIME

(De la « vanité maladive de M. Poincaré »
à la » Tuerie mondiale »

Un volume : 4 francs. — Franco : 4 fr. 50

En vente à la Librairie de l'*Humanité*, 142, rue Montmartre, Paris. Chèque postal 25.517.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

LES S.-R. ET VANDERVELDE

par Jacques SADOUL

Une forte brochure de 64 pages : 0 fr. 50.

Edition de la librairie de l'Humanité. 142, rue Montmattre, PARIS.



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON 123, rue Montmartre, 123, Paris (2°)
Ceorges Dangon, imprimeur.